

**N° 4778<sup>1</sup>**

**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2000-2001

---

---

**PROJET DE LOI**

**concernant le soutien au développement rural**

\* \* \*

**AVIS DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE**

(mai 2001)

**TABLE DES MATIERES**

1. Préface
2. Analyse de la situation économique de l'agriculture luxembourgeoise
  - 2.1. Les structures de production et la situation de revenu
  - 2.2. Les différentes productions
    - 2.2.1. Les productions animales
      - 2.2.1.1. La production laitière
      - 2.2.1.2. La production de viande bovine
      - 2.2.1.3. La production de viande porcine
      - 2.2.1.4. La production de viande de volaille
    - 2.2.2. Les productions végétales
      - 2.2.2.1. La production céréalière
      - 2.2.2.2. La culture de pommes de terre
      - 2.2.2.3. La production agricole à des fins industrielles
    - 2.2.3. La production horticole
    - 2.2.4. La viticulture
  - 2.3. L'évolution du comportement des consommateurs
  - 2.4. Des moyens pour agir sur la demande
    - 2.4.1. La labellisation
    - 2.4.2. La recherche, la vulgarisation et la formation continue
3. Analyse des articles
4. Proposition complémentaire
5. Conclusion

\*

## LE CHAMP D'APPLICATION DES DIFFERENTS ARTICLES

Ad Article 1-2	Objectifs et définitions
Ad Article 3-10	Aides aux investissements dans les exploitations
Ad Article 11-13	Aides aux jeunes agriculteurs
Ad Article 14-17	Règlement des charges d'acquisition
Ad Article 18	Indemnité compensatoire
Ad Article 19	Coopération économique et technique entre exploitations individuelles
Ad Article 20-21	Régime d'aides à la qualification professionnelle et à la vulgarisation
Ad Article 22-24	Transformation et commercialisation des produits agricoles
Ad Article 25	Commercialisation de produits de qualité
Ad Article 26	Groupements de producteurs
Ad Article 27-29	Mesures en faveur de l'environnement et de la sauvegarde de la biodiversité
Ad Article 30-31	Développement et amélioration des infrastructures et amélioration des sols
Ad Article 32	Mesures forestières
Ad Article 34	Aide en faveur des chevaux de race ardennaise
Ad Article 35	Régime d'encouragement à la restructuration et à la reconversion du vignoble
Ad Article 36-38	Mesures fiscales
Ad Article 39-41	Mesures sociales
Ad Article 42-44	Champ d'application des mesures de développement des zones rurales
Ad Article 45-47	Aides à la commercialisation de produits régionaux
Ad Article 48-50	Services essentiels pour l'économie et la population rurale
Ad Article 51-57	Rénovation et développement des villages
Ad Article 58-69	Dispositions générales

\*

## 1. PREFACE

La Chambre d'Agriculture a analysé le projet de loi sous rubrique en ses séances plénières des 19 mars, 29 mars, 9 avril et 17 avril 2001 et a décidé de formuler l'avis qui suit.

Le projet de loi sous examen a pour objet d'instaurer un certain nombre de régimes d'aides découlant de la nouvelle politique agricole commune. Comme le prévoit le droit communautaire, règlement (CE) No 1257/99, les mesures proposées ont préalablement fait l'objet d'un plan de développement rural visant à établir en fonction des spécificités de notre pays un cadre cohérent et durable pour l'avenir des zones rurales en favorisant un secteur agricole compétitif et multifonctionnel.

Aux yeux de la Chambre d'Agriculture, le cadre législatif pour le secteur agricole luxembourgeois doit être conçu de façon à atteindre comme objectifs prioritaires:

- A. Une amélioration significative des rémunérations de toutes les personnes travaillant en agriculture.
- B. Une adaptation sans cesse de la qualité des produits en fonction des exigences des consommateurs.
- C. Une adaptation des méthodes de production aux exigences nouvelles en matière de l'environnement naturel et de la sécurité alimentaire.
- D. L'entretien de l'espace naturel et du paysage.

C'est ainsi que la Chambre d'Agriculture peut souscrire globalement aux mêmes objectifs que ceux visés par le législateur national et européen. Là où les divergences d'appréciation surgissent, c'est au niveau de la pondération des différentes mesures pour atteindre les objectifs précités (ex: manque de moyens dans les domaines de la promotion et du marketing) et de la mise en oeuvre de certaines dispositions (ex: aides à l'installation moins favorables que précédemment, forme d'exploitation, aide à l'acquisition de biens immeubles, etc.).

Afin de bien situer le cadre de son avis, la Chambre d'Agriculture a choisi d'exposer dans une première partie la situation des structures agricoles, des revenus et des différentes productions en analysant chaque fois les problèmes et les défis à réaliser au cours de la durée du projet de loi.

Ensuite, elle procède à l'analyse article pour article des différentes mesures.

Dans un troisième point, elle formule une proposition concernant une nouvelle forme de société qui pourrait résoudre un certain nombre de problèmes posés à différents niveaux.

En ce qui concerne l'exécution pratique de la loi, elle renvoie à son avis sur les règlements grand-ducaux qui précisent les modalités pratiques de la mise en oeuvre.

\*

## 2. ANALYSE DE LA SITUATION ECONOMIQUE DE L'AGRICULTURE LUXEMBOURGEOISE

### 2. 1. Les structures de production et la situation de revenu

*Tableau 1: Quelques caractéristiques de l'agriculture luxembourgeoise  
en valeurs relatives (1990 = 100)*

<i>Années</i>	<i>Exploitations &gt; 2 ha</i>	<i>UTA</i>	<i>Consommation de capital fixe</i>	<i>Revenu net d'entreprise</i>
1990	100	100	100	100
1991	96	96	116	88
1992	92	92	120	86
1993	88	88	121	86
1994	86	84	125	82
1995	83	80	124	94
1996	80	78	124	97
1997	79	66	125	88
1998	77	74	129	100
1999	75	n.d.	205	84
2000	73	n.d.	172	88

*Source:* Chambre d'Agriculture sur base des chiffres du Rapport d'activité du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement Rural

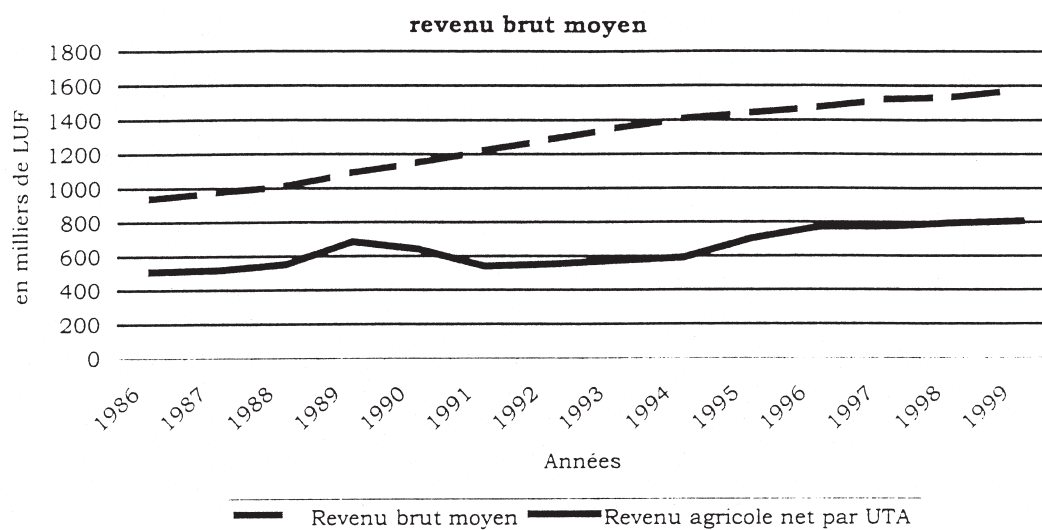
L'évolution structurelle qu'a connu l'agriculture luxembourgeoise au cours des années '90 suit le mouvement général de l'agriculture européenne pendant cette même période. Elle est caractérisée par une diminution significative du nombre des exploitations et de la main-d'oeuvre agricole (UTA). En contrepartie, la mécanisation et la consommation de capital fixe est en augmentation afin de compenser la diminution de la main-d'oeuvre et d'augmenter la rentabilité des différentes productions.

Par contre, le revenu net d'entreprise de l'ensemble des exploitations agricoles ( $\geq 2$  ha) ne montre pas globalement une tendance à la hausse. Si au milieu des années '90 ce revenu a augmenté, il se retrouve actuellement de nouveau au niveau du début des années '90.

Cette situation est le résultat de la diminution des prix des produits agricoles poursuivie par la politique agricole commune afin d'aligner les prix dans un proche avenir sur les prix du marché mondial. Parallèlement est introduit un système de paiement de primes qui ne compensent que partiellement la perte de revenu due à la baisse des prix producteurs.

Malgré la baisse du revenu net d'entreprise, le revenu net par unité de travail agricole est en légère hausse en conséquence de la diminution du nombre d'exploitations. Toutefois cette augmentation ne suit pas celle du revenu brut moyen. Au début des années '90 le revenu agricole net représentait uniquement 42% du revenu brut moyen. Si cette part a augmenté pour atteindre environ 52% en 1999, la différence entre le revenu net agricole et le revenu brut moyen s'élève néanmoins encore à 774.000 LUF. En valeur absolue l'écart existant continue à se creuser (voir graphique 1).

Graphique 1: Evolution du revenu agricole par UTA par rapport au revenu brut moyen



Source: Chambre d'Agriculture sur base des chiffres du STATEC

Les défis auxquels l'agriculture devra faire face à l'avenir au niveau de ses structures sont les suivants:

1. La diminution du nombre d'exploitations va se poursuivre les années à venir vu la structure d'âge de la population agricole qui se présente graphiquement sous forme d'un losange. Ce processus va libérer des facteurs de production comme la terre et les droits à produire (quotas laitiers, prime vache allaitante ...) des exploitations qui abandonnent.

Ces facteurs seront absorbés par les exploitations continuant à produire et qui en ont besoin pour deux raisons majeures: D'une part pour obtenir une taille économiquement viable (pression des prix) et d'autre part, pour pouvoir satisfaire au mouvement engagé par la politique agricole commune vers une agriculture plus extensive qui nécessite des surfaces plus importantes. Or, comme nous l'avons constaté dans un passé récent, la reprise des facteurs de production se fait à des prix excessifs. Cette pression sur les facteurs de production pourra conduire à des évolutions néfastes pour la rentabilité des exploitations. Toute intervention de l'Etat à ce niveau devra être minutieusement réfléchie afin qu'elle profite aux agriculteurs actifs.

2. La baisse des prix producteurs décidée par le législateur européen aura également comme conséquence d'accentuer la spécialisation dans la plus grande partie des exploitations agricoles. La spécialisation aura pour effet d'améliorer considérablement la rentabilité des productions, indispensable afin de compenser la chute des prix. Le nombre d'exploitations mixtes a d'ailleurs déjà diminué de l'ordre de 30% entre 1985 et 1998. Aujourd'hui leur part ne s'élève plus qu'à 15% de l'ensemble des exploitations.

Si la spécialisation entraîne une meilleure rentabilité de la production, elle rend le revenu agricole plus tributaire des prix du marché. Déjà une légère diminution des prix peut engendrer une forte diminution du revenu. La spécialisation engendre également une plus grande vulnérabilité du revenu face d'une part aux épizooties et d'autre part aux conditions climatiques.

Il faut noter en outre que dans l'opinion publique, la spécialisation est souvent perçue à tort comme une évolution négative vers une agriculture qualifiée „d'industrielle“, ce qui dans le cas de nos structures de production et des productions menées dans notre pays est injustifié.

L'orientation technico-économique „herbivore“ représente actuellement presque 60% de l'ensemble des exploitations luxembourgeoises. Ce sont en effet les bovins qui peuvent valoriser au mieux les prairies et pâturages adaptés aux conditions pédoclimatiques de notre pays. La plus grande partie de ces exploitations s'est spécialisée en premier lieu dans la production laitière suivie par la production de viande bovine. 2/3 du revenu agricole sont engendrés par les activités des spéculations animales

(cf. tableau 2). La nature même de ces productions, ainsi que les règles des législations agricoles (limites de la densité à l'hectare, obligation de produire la majeure partie des fourrages sur l'exploitation) assurent la liaison à la terre de notre agriculture.

*Tableau 2: La valeur de la production agricole luxembourgeoise en 2000*

	<i>en mio LUF</i>	<i>% de la valeur totale</i>
Production animale	6.097	66
dont lait	3.339	36
viande bovine	1.779	19
viande porcine	711	8
autres	268	3
Production végétale	3.096	34
dont fruits et légumes	227	3
céréales	658	8
vins	1.160	13
pommes de terre	117	4
autres	934	10
Total	9.193	100

*Source:* Rapport d'activité du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

- Un autre moyen qui est susceptible d'augmenter le revenu agricole d'un nombre restreint d'exploitations consiste à opter pour la diversification vers des productions à marges brutes élevées ou à haute valeur ajoutée, telles que certaines productions de niches, la production d'énergie renouvelable ou l'agrotourisme. Ces orientations dépendent essentiellement de la présence de segments de marché permettant l'obtention de prix élevés et sont souvent assorties d'un besoin très important en main-d'oeuvre et savoir-faire spécifique. La production biologique sous ses différentes formes peut être rangée dans ce créneau, avec, dans la situation actuelle de notre société, une perspective de croissance notable par rapport à la situation actuelle.

Chacune des trois voies exposées ci-dessus présuppose des investissements considérables, non seulement au niveau des outils de production de l'exploitation, mais également au niveau de l'adaptation des instruments de commercialisation et de transformation. Il est du devoir de l'Etat d'accompagner ces investissements par un ensemble d'aides telles qu'elles sont prévues notamment aux chapitres 1, 7, 11, 15 du titre I du présent projet de loi.

Chacune des trois voies aura besoin d'agriculteurs et agricultrices motivés et qualifiés qui pourront relever les défis inhérents aux marchés et aux politiques agricoles et assurer la subsistance du secteur agricole, viticole et horticole indigène. Les mesures prévues notamment aux chapitres 2, 3, 5, 6, 12, 16 et 17 du titre I sont de celles qui permettent de promouvoir le potentiel humain du secteur.

Viennent en encadrement des facteurs matériels (aides aux investissements) et humains (aides à l'installation, mesures fiscales et sociales, etc.) des mesures d'aides à la commercialisation, à l'amélioration des méthodes de production par rapport à l'environnement et à l'insertion des activités agricoles dans le monde rural.

Le présent projet de loi présente donc un instrument global de soutien au secteur agricole, qui est indispensable à garantir le maintien de ce secteur dans le cadre de l'évolution de notre société (voir situation des revenus).

## 2.2. Les différentes productions

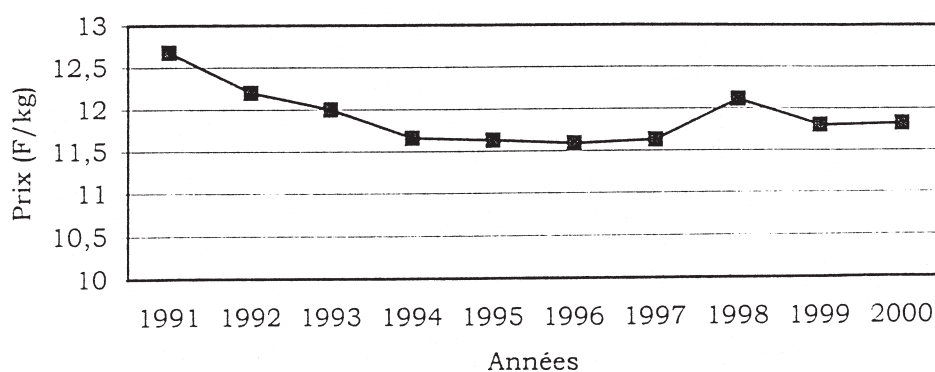
### 2.2.1. Les productions animales

#### 2.2.1.1. La production laitière

Le secteur du lait est soumis au régime des quotas laitiers. Ainsi, les quantités produites au niveau national ne vont pas varier significativement. Le régime des quotas laitiers est assuré jusqu'en 2006. Au-delà, sa continuation est incertaine et dépend d'une analyse qui sera faite en 2003 par la Commission Européenne. Le Luxembourg dispose d'un quota de 268 millions de kg de lait dont la production est assurée par 1.152 producteurs en 2000. La valeur de la production s'élève à 3,3 milliards de LuF départ ferme.

Vu cette situation, le prix du kg de lait n'est pas soumis à de fortes fluctuations. Il a néanmoins connu une baisse depuis 1991 jusqu'en 1996 pour reprendre de nouveau en 1997/98. A l'heure actuelle, les marchés internationaux semblent caractérisés par une forte demande, ce qui laisse présager une stabilité des prix.

Graphique 2: Evolution du prix du lait (prix hors TVA en F/kg à 3,7% mat. gr.)



Source: SER

Le total des droits de production reste inchangé au niveau national. Néanmoins leur répartition au niveau des producteurs est soumise à des variations plus ou moins fortes qui marquent une tendance à la concentration. Les producteurs disposant d'un quota laitier inférieur à 200.000 kg sont en régression. Dans ces catégories on peut remarquer que plus le quota laitier détenu est faible, plus vite il est abandonné. (voir tableau 3)

Tableau 3: Evolution de la production laitière par classe de grandeur entre 1991 et 2000

Cl. de grandeur (En 1.000 kg)	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
<i>Nombre de producteurs en chiffres relatifs (%)</i>										
0-60	10,5	9,9	8,7	7,4	5,4	3,9	3,4	3,7	3,4	3,2
60-100	12,7	13,3	12,4	10,3	9,5	7,7	7,3	6,9	6,8	5,2
100-150	21,8	22,3	21	20,9	19,4	18,8	17,7	15,9	15,7	14,2
150-200	21,4	22,5	23,4	23,2	23,2	23,1	23	23,1	22,7	21,3
200-250	18,7	20,5	20,8	21,8	22,9	24,8	24,8	24,6	24,6	24,7
250-300	7,7	5,7	7,0	7,7	9,0	9,9	11,1	12,4	12	12,4
> 300	6,2	5,9	6,7	8,9	10,7	10,8	12,7	13,5	14,8	19,0
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
<i>Quota total détenu en chiffres relatifs (%)</i>										
0-60	2,4	2,5	2,2	1,7	1,2	0,8	0,7	0,7	0,7	0,6
60-100	6,1	6,6	6,0	4,7	4,1	3,2	3,0	2,8	2,7	1,8
100-150	15,8	16,5	14,9	14	12,4	11,6	10,6	9,3	9,0	7,6
150-200	22,1	23,6	23,6	22,3	21,1	20,2	19,6	19,3	18,5	16,4
200-250	26,0	27,0	26,4	26,4	26,3	27,4	26,6	25,9	25,4	24,0
250-300	12,1	9,2	10,9	11,4	12,6	13,4	14,6	15,8	15,1	14,6
> 300	15,4	14,7	16,1	19,5	22,2	23,3	25,0	26,3	28,8	35,0
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

La catégorie des producteurs disposant d'un quota laitier supérieur à 300.000 kg a connu la croissance la plus spectaculaire. Leur part relative a triplé en l'espace de 10 ans. En l'an 2000, 19% des producteurs laitiers disposaient d'un quota supérieur à 300.000 kg. Ils ont produit ensemble 35% de la production laitière. Cette évolution est plus marquée depuis que la réforme du système de quotas permet le transfert par vente de ceux-ci.

En général, on peut toutefois remarquer que la restructuration s'est faite très lentement au cours de la dernière décennie. En fait, il y avait déjà eu une restructuration pendant les années '80. Vu que la pyramide d'âge est très favorable dans l'OTE exploitation laitière, il ne faut pas s'attendre à de très fortes fluctuations dues à l'âge des exploitants.

#### *Orientation:*

Etant donné que la structure en général est plus ou moins saine au niveau des exploitations laitières, il est nécessaire de favoriser maintenant la rentabilité de la production. A la fin de la période d'application de la présente loi, il faudra être capable de produire le lait pour un prix mondial qui sera 20% inférieur au prix actuel. Les exploitations qui ne pourront pas relever ce défi seront contraintes à abandonner la production laitière à court terme.

La tendance vers l'élargissement des capacités de production dans le secteur laitier va se poursuivre encore dans l'avenir, surtout dans la perspective de la levée potentielle du système de quotas en 2006. Parallèlement, il faudra poursuivre les efforts de rationalisation et de réduction des frais de production.

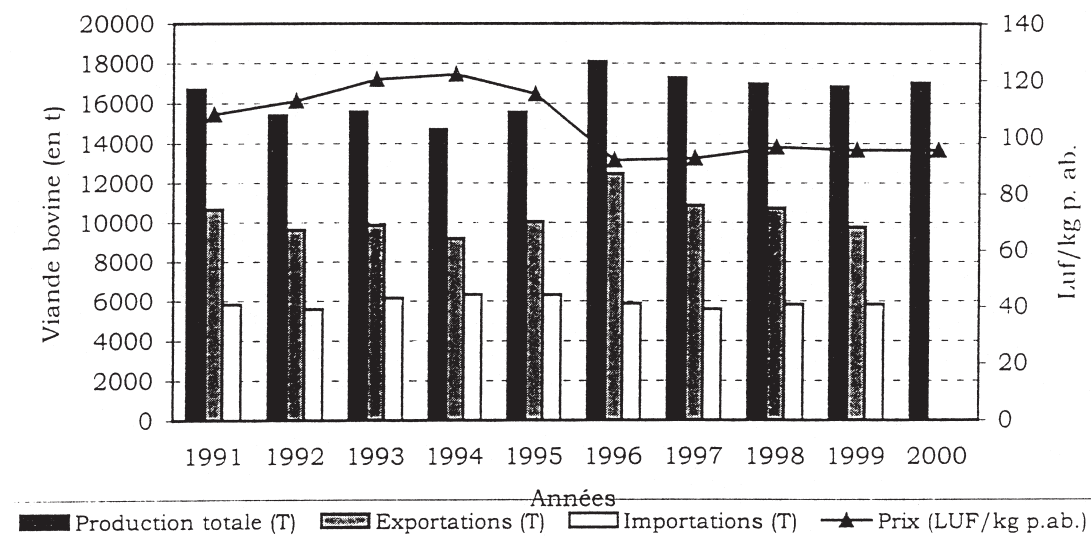
La création d'une filière professionnelle de transformation et de commercialisation de lait biologique en 2000 a montré le grand potentiel qui existe sur ce marché. Il est maintenant indispensable d'assurer la diversification de cette filière et surtout de favoriser la production de lait biologique indigène, qui est encore trop peu développée par rapport au marché potentiel.

#### *2.2.1.2. La production de viande bovine*

Après la production laitière, la viande bovine est la 2ème production de l'agriculture luxembourgeoise avec près de 20% de la valeur totale de la production. Elle représente une quantité de près de 17.000 tonnes produites annuellement.



Graphique 3: Evolution de la production de viande bovine



Source: Chambre d'Agriculture sur base des données du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Il est à remarquer que cette production est largement excédentaire. Presque la moitié de la production est exportée. Il s'agit en grande partie de viande destinée à la transformation. Toutefois le Grand-Duché importe annuellement environ 6.000 tonnes de viande nécessaire pour satisfaire d'une part la grande demande de pièces nobles et d'autre part la demande de la restauration bon marché en produits standards.

C'est surtout au cours de la deuxième moitié des années '90 que la production de viande bovine a connu une hausse. Parallèlement on peut remarquer une légère baisse des exportations ainsi que des importations ce qui laisse suggérer que la qualité de la viande indigène est de plus en plus en adéquation avec la demande des acteurs du marché national. Dans ce contexte, il importe de signaler que les efforts du secteur agricole et notamment de la Chambre d'Agriculture, ont contribué à améliorer la situation du marché de la viande bovine par l'introduction des labels Produit du terroir, Cactus-Fleesch vom Lëtzebuerger Bauer et Véli vom Séi. Jusqu'à la première moitié des années '90, la viande bovine luxembourgeoise était vendue de façon anonyme et ce n'est qu'à partir de 1995 que des actions de marketing ont été utilisées pour communiquer au consommateur les atouts de la viande indigène et pour créer une transparence pour le consommateur dans l'ensemble de la filière, du point de vente jusque dans l'étable.

Si ces efforts de marketing ont certainement contribué à accroître les parts de marché sur le marché national, le graphique 3 montre dès 1996 une baisse notable des prix qui est due d'une part à la saturation générale des marchés et d'autre part aux suites de la crise de la vache folle.

Le prix de la viande luxembourgeoise vendue sur le marché d'exportation est nettement inférieur au prix indigène. La différence est fonction de la catégorie des bovins. D'une façon générale on peut dire que les prix de la viande bovine vendue à l'étranger sont de 20% à 35% inférieurs aux prix payés pour la viande qui peut être écoulee sur le marché luxembourgeois.

Ces différences s'expliquent par le fait que les animaux vendus pour la consommation indigène sont destinés à la viande de boucherie, en grande partie labellisée, tandis que ceux exportés sont utilisés majoritairement dans les filières de fabrication de produits à base de viande bovine.

La composition du cheptel bovin a connu de fortes mutations au cours des dernières décennies. En 1950, les vaches laitières représentaient 90% du cheptel bovin alors qu'en 1999 leur part est tombée à 59%. L'élevage de vaches allaitantes s'est développé surtout depuis l'introduction des quotas laitiers.

Depuis les 15 dernières années, des efforts considérables ont été réalisés dans le développement du cheptel à races viandeuses comme le Limousin, le Charolais, le Bleu Blanc Belge, l'Aberdeen Angus, la Blonde d'Aquitaine et la Salers.



Tableau 4: Représentation des races bovines au Luxembourg

<i>Races</i>	<i>1978</i>	<i>1981</i>	<i>1984</i>	<i>1987</i>	<i>1990</i>	<i>1993</i>	<i>1996</i>	<i>1999</i>
Pie-Noire	118.234	107.577	109.998	90.008	78.457	67.480	69.056	74.229
Pie-Rouge	75.481	73.978	78.400	72.474	67.140	58.497	53.180	45.533
Limousine	7.803	16.221	16.613	19.628	27.205	32.992	39.078	45.167
Bl. Bl. Belge	—	—	—	—	—	—	15.858	11.785
Charolaise	4.241	5.554	6.463	7.711	11.120	11.536	11.049	10.306
Autres races	8.811	9.975	9.420	18.586	29.748	34.656	20.991	15.732
Total	214.570	213.305	220.894	208.407	213.670	205.161	209.212	202.752

Source: Statec, Recensement triennal du bétail

#### *Orientation:*

Devant la saturation générale de ce marché au niveau européen, il ne semble pas opportun de stimuler fortement cette production sans créer de nouveaux débouchés indigènes.

Un des éléments essentiels sera le développement de structures de découpe et de transformation performantes de la viande bovine au Grand-Duché. En effet, de grandes quantités de viande bovine, surtout des vaches de réforme, sont exportées pour être abattues à l'étranger en vue d'une valorisation dans des produits transformés (saucisse, saucisson, viande de conserve, ...). Il devrait également être possible de produire cette valeur ajoutée dans des entreprises luxembourgeoises.

Une autre voie sera l'amélioration de la qualité bouchère tout en maintenant les quantités produites et en essayant de stabiliser le prix par des moyens de labellisation. Dans ce cadre une reconquête des marchés de la restauration collective et individuelle est indispensable.

Etant donné que la production bovine est la mieux adaptée aux conditions agronomiques du Grand-Duché, il est nécessaire de l'exploiter au maximum tout en valorisant le faible avantage comparatif.

Au niveau de la production bovine il faut souligner encore que la production de veaux est largement déficitaire. Le veau de boucherie est un produit de qualité supérieure, mais sa production nécessite un certain know-how qui est actuellement peu développé au Luxembourg.

La production indigène a des difficultés à être concurrentielle face à un type de production standardisée et industrialisée qui s'est développé dans certains pays de l'UE. Outre des efforts de production, il faudra également développer les circuits de commercialisation de ces veaux indigènes.

#### *2.2.1.3. La production de viande porcine*

La production nationale de viande porcine enregistre toujours un grand déficit, même si l'auto-suffisance dans le secteur a évolué de 48% en 1991 à 60% en l'an 2000. Le Grand-Duché de Luxembourg reste donc largement tributaire des importations de l'étranger où la production de viande porcine a évolué dans une large mesure vers une production industrielle.

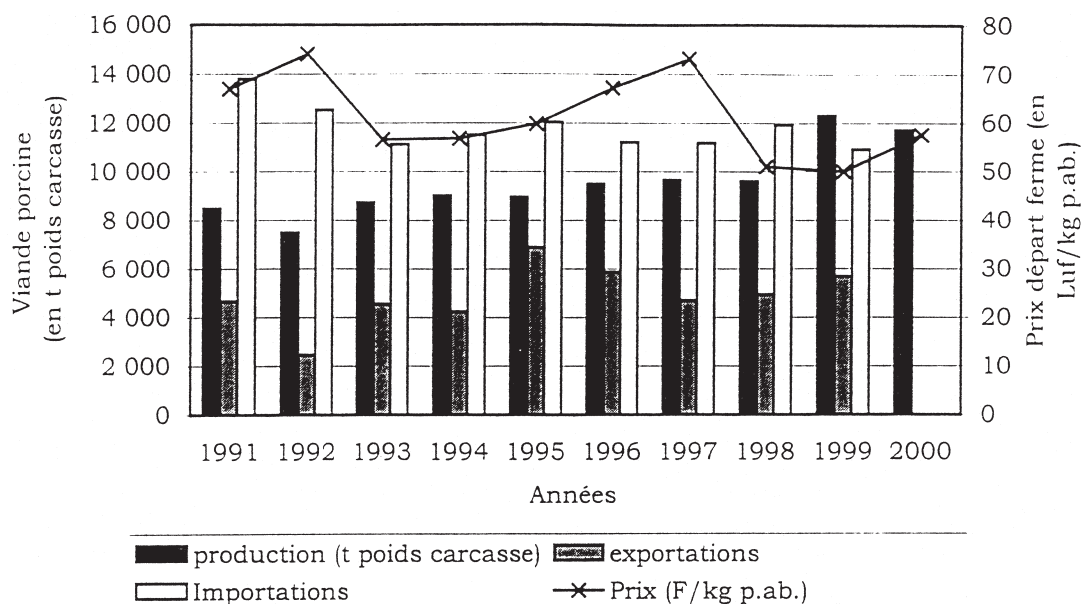
Même si les efforts qui ont été entrepris dans le passé pour stimuler cette production ont porté des fruits modestes, il est nécessaire de continuer sur cette voie. La Chambre d'Agriculture accueille ainsi favorablement les possibilités données par le projet de loi sous avis qui prévoit une aide en capital pour des nouvelles porcheries d'élevage et d'engraissement répondant au cahier des charges de la „Marque Nationale“. Dans ce contexte, il faut signaler que le label Marque Nationale bénéficie de l'appellation européenne „Indication Géographique Protégée (IGP)“. Il n'y en a que cinq pour la viande porcine en Europe.

Le graphique 4 montre une évolution vers l'augmentation de la production. En 1999, elle a atteint pour la première fois un volume de 12.000 tonnes. Cette augmentation s'explique en partie par une demande croissante pour les jambons de la „Marque nationale“ dont le nombre commercialisé est passé de 2.000 jambons en l'an 1991 à presque 27.000 en 1999. Il est à prévoir que cette tendance va se poursuivre à l'avenir.

En ce qui concerne l'évolution du prix départ ferme des animaux finis, il est à remarquer que ce dernier a connu des fortes baisses en 1998 et 1999. La baisse des prix a été si intense que aussi bien les

naisseurs que les engraisseurs ont connu de grandes pertes pendant ces années. En général les prix de la viande porcine sont soumis à de fortes fluctuations souvent provoquées par les grands pays producteurs, responsables de la surproduction.

Graphique 5: Evolution de la production de viande porcine



Source: Chambre d'Agriculture sur base des données du Rapport du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

#### Orientation:

Au niveau d'un marché caractérisé par une surproduction, l'objectif doit être de mener une politique de la qualité qui permet de se distinguer de la masse et de rester rentable. Une telle politique devra permettre une augmentation graduelle de la production afin de tendre vers l'autosuffisance au niveau du pays et de la grande région.

Il faudra dans ce cadre valoriser les arguments positifs qui sont basés sur une production liée au sol et sur une traçabilité de la filière qu'il conviendra de renforcer par l'introduction du système SANITEL et par l'optimisation des circuits internes à la filière.

#### 2.2.1.4. La production de viande de volaille

Au niveau de la production de viande de volaille et d'oeufs, l'agriculture luxembourgeoise n'est pratiquement pas présente. Quelques producteurs de viande de poulet assurent 3% de la consommation nationale de cette viande. Leur système de production est dans la majorité des cas inefficace ou mal adapté, mais reste rentable grâce au système de vente directe à la ferme. Devant la croissance du marché de la viande blanche, cette production constitue une alternative viable pour un certain nombre de producteurs luxembourgeois. Il est nécessaire pour cela d'ériger une filière entière depuis le poussin jusqu'à la carcasse emballée dans le rayon des magasins, le tout situé sur le territoire du Grand-Duché. Une étude y relative a été réalisée par la Chambre d'Agriculture qui a déjà élaboré une conception pour réaliser cet ambitieux projet.

De cette étude, il ressort clairement qu'il importe de diriger cette production vers une production de qualité dans un système extensif.

Ainsi la Chambre d'Agriculture accueille-t-elle favorablement l'introduction dans le projet de loi sous analyse de la possibilité de subventionner une production de viande de poulet dans un système extensif.

### 2.2.2. Les productions végétales

Tableau 5: Répartition des surfaces cultivées (en ha)

Années	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
surface agricole	125.469	125.742	127.215	126.765	126.865	126.370	126.629	127.136	127.034	127.376
surface arable	55.394	55.036	57.476	57.233	57.841	58.383	60.209	61.242	61.264	60.701
prairies et pâtures	68.531	69.192	68.186	68.025	67.515	66.513	64.965	64.441	64.285	65.229
céréales	31.026	29.734	29.521	29.637	28.774	29.519	29.368	29.550	27.421	28.563
dont: froment	7.955	8.148	8.368	9.029	9.335	9.716	9.674	9.693	7.707	10.738
orge	14.755	13.658	13.746	13.564	12.681	12.836	12.584	12.260	12.690	10.484
triticale	2.670	2.717	2.665	2.423	2.874	3.032	3.096	3.419	2.718	3.624
plantes fourragères	19.694	21.416	22.342	22.095	23.543	23.606	26.071	26.233	26.634	25.932
dont: maïs	7.844	8.676	7.951	8.540	9.385	9.528	10.022	9.881	10.390	10.684

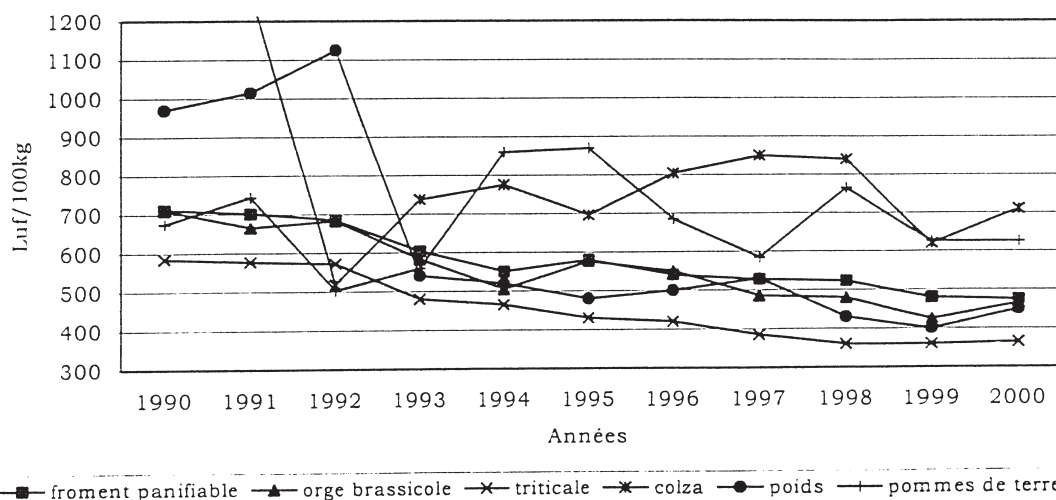
Source: STATEC

Le niveau élevé des surfaces en prairie et pâturages ainsi que l'augmentation des plantes fourragères confirment l'orientation de l'agriculture luxembourgeoise vers la production bovine liée au sol.

#### 2.2.2.1. La production céréalière

Les surfaces cultivées en céréales et en oléo-protéagineux sont globalement en légère diminution. Ceci s'explique par une diminution des prix de plus de 30% programmée par l'UE et dans le cas du Luxembourg, compensée de façon insuffisante par des aides à l'hectare, ainsi que par l'orientation de l'agriculture luxembourgeoise vers la production bovine. Il est à noter que la production de froment panifiable pour laquelle un débouché régional a pu être créé par le label Produit du Terroir-Lëtzebuurger Wees a augmenté de façon considérable. Par ailleurs, il est regrettable que, compte tenu d'engagements européens à l'OMC, il ne soit pas possible de développer une politique des matières oléo-protéagineuses qui permettrait de développer cette production à des fins d'alimentation animale.

Graphique 5: Evolution des prix départ ferme hors TVA des principales cultures agricoles (en Luf/100kg)



Source: Chambre d'Agriculture sur base des données du Rapport d'Activité du Ministère de l'Agriculture et du Développement rural.

### *2.2.2.2. La culture de pommes de terre*

La production de pommes de terre était jadis une culture traditionnelle (8.130 ha en 1950, 830 ha actuellement) au Luxembourg. On remarque que cette production s'oriente de plus en plus vers la production de plants de pommes de terre en négligeant toutefois la production de pommes de terre de consommation. Vu que les conditions agronomiques au Luxembourg sont plutôt favorables à la production de pommes de terre, il est nécessaire de soutenir cette production au Grand-Duché. La Chambre d'Agriculture fait des efforts considérables au niveau de la vulgarisation et de la labellisation, efforts qu'il convient encore de renforcer.

### *2.2.2.3. La production agricole à des fins industrielles*

Les productions agricoles à destination non alimentaire peuvent être d'un intérêt croissant pour notre agriculture. Un sujet bien connu est celui des combustibles renouvelables comme par exemple le „biodiesel“. Les fibres végétales trouvent également de nombreuses utilisations dans l'industrie. D'autre part, la culture de plantes énergétiques (qui peuvent être des plantes fourragères) pour la production de biogaz doit continuer à être étudiée et exploitée. Ces cultures pourront à terme constituer une diversification pour l'agriculture qui contribuera sensiblement à l'amélioration de l'image de l'agriculture dans notre société. Le préalable à ces développements est une politique énergétique cohérente.

### **2.2.3. La production horticole**

L'horticulture luxembourgeoise comprend les cultures maraîchères, les cultures d'arbres fruitiers et les pépinières ornementales et forestières. Actuellement la surface consacrée aux productions horticoles s'élève à 247 ha dont seulement 15 ha sont utilisés pour la production maraîchère. Avec 15 ha, la production maraîchère est nettement déficitaire de sorte que plus de 90% de fruits et légumes sont importés. En valeur monétaire les importations représentent 4,5 milliards de francs.

Etant donné que de nombreux produits horticoles importés peuvent être cultivés dans notre pays, le Gouvernement travaille depuis plusieurs années sur un projet permettant de réaliser des zones horticoles. En dehors d'une production de produits frais, les zones horticoles permettraient également la création de nombreux emplois. La Chambre d'Agriculture rappelle encore une fois à ce propos, que les procédures nécessaires à la création de zones horticoles doivent être accélérées sans quoi de nombreux jeunes disposant d'une qualification en horticulture risquent de se retrouver sans emploi.

Au-delà du caractère d'urgence que revête la création de zones horticoles, la Chambre d'Agriculture insiste que la création de ces zones ne devra pas seulement consister en la simple mise à disposition matérielle de terrains et d'infrastructures, mais qu'il conviendra également de mettre à disposition des jeunes qui s'y installent un encadrement renforcé du point de vue vulgarisation et suivi des débouchés. L'avantage de la création de zones horticoles sera donc non seulement un apport matériel, mais sera constitué essentiellement par la concentration de moyens matériels et intellectuels dans le but de renforcer le secteur horticole avec des conséquences favorables en matière d'emplois et d'amélioration de notre balance commerciale.

### **2.2.4. La viticulture**

La situation du secteur viticole est caractérisée par deux aspects essentiels.

D'une part, il s'agit de l'amélioration qualitative. D'énormes efforts ont été investis dans l'amélioration qualitative des vins durant les dix dernières années. Les éléments mis en oeuvre pour améliorer la qualité des vins sont:

- l'introduction du rendement limite à l'hectare
- la diversification de l'offre
- l'amélioration des techniques d'élaboration à partir de raisins sélectionnés
- la substitution des cépages ne répondant plus aux exigences des consommateurs, par des cépages de qualité.

Ce processus d'amélioration qualitative des vins luxembourgeois a abouti à des résultats très positifs de sorte que, lors de concours internationaux, nos vins remportent régulièrement des résultats brillants.

D'autre part, la vente de vins luxembourgeois sur le marché indigène a chuté de 31 litres en 1989/90 à 20 litres en 1999/00 (voir tableau 6).

*Tableau 6: Evolution de la vente de vins au Grand-Duché (litres par habitant)*

Types de vins	89/90	90/91	91/92	92/93	93/94	94/95	95/96	96/97	97/98	98/99	99/00
blanc luxbg.	31	29	26	25	25	24	21	21	20	19	20
blanc étranger	3	5	8	2	13	12	10	11	13	15	14
rouges et rosés	24	26	25	22	29	28	30	29	29	30	29
Total	58	59	59	49	67	64	61	61	62	64	63

Source: Rapport d'activités du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

L'analyse de ce tableau amène aux conclusions suivantes:

1. La consommation totale de vins par tête d'habitant a augmenté de 5 litres durant les dix dernières années. Dans ce contexte, il faut tenir compte que dans le même espace de temps, la population indigène a augmenté de 40.000 personnes.
2. Sur ce marché en croissance, la consommation de vins indigènes a diminué de 11 litres par habitant.
3. La consommation par tête d'habitant de vins blancs étrangers a augmenté de 11 litres, ce qui signifie que l'on consomme quatre fois plus de vins blancs étrangers au Luxembourg qu'il y a dix ans. La consommation de vins rouges et rosés a augmenté de 2% dans le même espace de temps.

En d'autres termes, sur un marché en pleine croissance, une grande partie du vin luxembourgeois a été substituée par des vins étrangers malgré une amélioration considérable de la qualité du vin luxembourgeois.

Il s'agit donc de prime abord d'un problème de marketing dont souffre la viticulture luxembourgeoise et ceci sur un marché où la compétitivité est très intense. Il est par conséquent très urgent de mener une politique résolument active pour le secteur viticole, en intensifiant les efforts pour soutenir la profession dans la réalisation d'une conception globale de marketing.

### **2.3. L'évolution du comportement des consommateurs**

En matière de politique de la consommation, la Chambre d'Agriculture attire l'attention sur le fait que la politique de la concurrence liée à la croissance des grands groupes agroalimentaires a mené l'agriculture dans une situation de quasi-dépendance de la grande distribution qui dicte aussi bien les prix que les standards de production.

Ainsi peut-on estimer que moins de 5% du volume de production de l'agriculture est vendu par un contact direct du producteur au consommateur, que la part des aliments ayant subi une transformation agroalimentaire majeure oscille entre 65% et 90% (en fonction de la définition donnée au terme „transformation“) des volumes produits et que la part des matières alimentaires distribuées dans des systèmes types „grande surface“ est de 65% à 75%. Ces modes de transformation et de distribution ont eu au cours de leur développement une grande influence sur l'évolution de la qualité des produits agricoles et du conditionnement de ceux-ci. Un changement de cap radical des méthodes de production au niveau de la ferme n'est dès lors pas possible sans une adaptation de l'ensemble des filières.

En ce qui concerne les prix, le niveau de la production n'est pas maître de la fixation des prix de vente de ses produits (excepté la vente directe dont le volume reste limité par les contraintes spatiales). Au fil des années, il s'est avéré de plus en plus que c'est les clients (l'industrie agroalimentaire et/ou la distribution) qui ont imposé les prix et que c'est le secteur de production primaire qui a adapté ses méthodes de production par des efforts incessants de rationalisation, ce qui a mené à cette „agriculture industrielle“ que l'opinion publique juge actuellement responsable de tous les maux liés à la maladie de l'ESB ou à la fièvre aphteuse.

Cette évolution a pourtant longtemps été jugée favorable au consommateur étant donné qu'elle a permis comme le démontrent les chiffres ci-dessous de réduire de façon considérable la part du revenu des ménages consacrés à l'alimentation. Les derniers chiffres montrent que pour la première fois, les dépenses des ménages pour l'alimentation diminuent en 1998 non seulement en chiffres relatifs mais également en chiffres absolus.

L'adaptation de la production à une demande changeante est pour l'agriculture une condition indispensable afin de pouvoir subsister à long terme. Actuellement cette adaptation doit s'orienter non plus vers une augmentation des quantités mais vers une production de qualité.

Le consommateur est devenu de plus en plus exigeant en ce qui concerne la qualité des produits. Malheureusement, il n'est pas toujours prêt à payer la qualité supérieure. De plus, la qualité ne se limite plus aux caractéristiques intrinsèques du produit. Souvent la méthode de production (culture raisonnée ou biologique, produit régional) intervient dans la désignation de la qualité. Sous-entendu dans la méthode de production est le respect de l'environnement. Les normes imposées dans ce domaine sont de plus en plus exigeantes. Il est à noter cependant que l'aspect qualité du produit est souvent perçu de façon différente par le secteur professionnel de l'alimentation que par le consommateur individuel.

*Tableau 7: Répartition des dépenses des ménages par catégories de biens et services*

<i>Catégories de biens et services en Luf</i>	<i>1977</i>	<i>1993</i>	<i>1998</i>
Aliments	98.498	168.530	157.500
Boissons, tabacs	27.171	49.135	55.137
Dépenses dans restaurants, cafés	11.754	61.198	138.354
Vêtements et chaussures	30.663	127.358	104.596
Habitation et énergie	44.479	447.801	481.829
Appareils ménagers	34.857	140.105	144.905
Produits de beauté et de santé	10.664	53.627	87.954
Transport et communication	51.752	254.314	310.240
Education et loisir	22.199	127.065	156.189
Autres	26.706	99.261	125.082
Total	358.743	1.528.394	1.761.786
<i>Catégories de biens et services en %</i>			
Aliments	27,5	11	8,9
Boissons, tabacs	7,5	3,2	3,1
Dépenses dans restaurants, cafés	3,3	4,0	7,9
Vêtements et chaussures	8,5	8,3	5,9
Habitation et énergie	12,4	29,3	27,4
Appareils ménagers	9,7	9,2	8,2
Produits de beauté et de santé	3,0	3,5	5,0
Transport et communication	14,4	16,6	17,6
Education et loisir	6,2	8,3	8,9
Autres	7,5	6,6	7,1
Total	100	100	100

Source: Chambre d'Agriculture sur base des données du Statec

Les efforts d'amélioration qualitative des produits doivent également procurer des revenus supplémentaires à l'agriculteur. En effet, un produit de qualité supérieure, tel que souhaité par le consommateur, et imposé via le pouvoir législatif, apporte un surplus au consommateur qu'il doit être prêt à rémunérer. Mais pour ce faire, il est indispensable d'informer le consommateur sur les caractéristiques des produits alimentaires ainsi élaborés. Sans information spécifique au niveau du consommateur, et sans un marquage adéquat des qualités du produit, le seul facteur prix sera déterminant au moment de l'achat. Or, l'information du consommateur de la part d'un secteur caractérisé par une structure atomistique s'avère très difficile voire même impossible. C'est pour cette raison, que le pouvoir législatif doit



mettre à la disposition du secteur agricole les moyens nécessaires pour promouvoir les produits de haute qualité, afin qu'une part de la valeur ajoutée parviendra à celui qui l'a créée.

Vu la crise de l'ESB et la prise de conscience croissante des consommateurs des problèmes liés à la santé alimentaire, il convient de se demander si, dans le cadre d'une politique de développement durable, une alimentation à des prix inférieurs aux coûts de production régionaux est encore raisonnable.

## **2.4. Des moyens pour agir sur la demande**

Si le législateur a l'intention de soutenir la production de biens alimentaires pour une demande qui s'oriente nettement et de plus en plus vers l'origine, la qualité et la sécurité alimentaire, il est indispensable de renforcer de façon considérable le processus entamé par notre agriculture depuis quelques années.

### **2.4.1. La labellisation**

La spécificité de l'agriculture luxembourgeoise est d'avoir su orienter ses productions sur la qualité et l'origine des produits. La convergence entre les intérêts des consommateurs et des acteurs économiques a donné naissance aux différents labels qui s'étalent sur toute la filière de production, de l'agriculteur jusqu'au consommateur.

La Chambre d'Agriculture s'est rendue sur cette voie en créant le „Label Produit du terroir –Lëtzebuurger ...“. Un cahier des charges minutieusement établi, auquel la production correspondante doit répondre, garantit une qualité supérieure au consommateur. La plus-value générée de cette façon doit permettre de produire d'une façon rentable afin de garantir un revenu satisfaisant à l'agriculteur.

Une autre façon de procéder est la production de produits régionaux de haute qualité ou de produits biologiques cultivés selon un cahier des charges. Nombreuses sont ces initiatives qui ont vu le jour au cours de la dernière décennie et qui se réjouissent en plus d'un succès remarquable auprès de différents segments de consommateurs. Toutefois, ces initiatives sont accompagnées par de grands efforts à réaliser que ce soit au niveau de l'élaboration d'un concept, de l'encadrement des agriculteurs ou de la création de réseaux de distribution, de commercialisation et de promotion. L'entière réussite de ces structures n'est pas encore assurée ou garantie. Il est nécessaire d'offrir un soutien à ces initiatives qui représentent une alternative rémunératrice à de nombreuses productions traditionnelles, tout en reconnaissant qu'une multiplication trop grande d'actions non coordonnées risque de déstructurer le marché.

La concentration au niveau des grands groupes industriels, la montée en puissance de la grande distribution et l'augmentation de l'intensité concurrentielle notamment de la part de marques commerciales privées tendent à fragiliser nos filières nationales qui produisent et commercialisent les produits sous label. C'est pour cela que notre Chambre insiste sur la nécessité absolue d'une participation active de l'Etat et d'un soutien financier accru pour ancrer les produits de notre agriculture sur le marché indigène. Ce n'est qu'à cette condition que l'agriculture réussira à maintenir sa part de marché sur le marché indigène et pourra espérer à terme de pouvoir obtenir une meilleure rémunération pour son travail.

### **2.4.2. La recherche, la vulgarisation et la formation continue**

Afin que l'agriculture puisse répondre efficacement et rapidement aux exigences des marchés, il est nécessaire que les nouvelles méthodes et techniques de production, ainsi que les connaissances sur l'évolution des marchés soient mises à la disposition de la pratique dans les meilleurs délais afin que l'agriculture luxembourgeoise sache profiter des nouvelles connaissances le plus vite possible afin de rester compétitif sur le marché. Pour cette raison, il est indispensable que le réseau de vulgarisation soit doté des moyens et équipé du matériel nécessaires pour assurer ses tâches.

La Chambre d'Agriculture tient à rappeler son attachement à une formation initiale et continue de haut niveau dans le cadre des différentes productions agricoles, horticoles, viticoles et sylvicoles. Elle insiste sur la nécessité impérieuse de moderniser et d'améliorer rapidement les infrastructures du Lycée technique agricole et d'y prévoir également les structures nécessaires pour une formation continue efficace sous l'autorité de la Chambre professionnelle.



Rappelons que la Chambre d'Agriculture est persuadée que la formation agricole doit être orientée sur la pratique et que dans ce cadre il y a lieu de concevoir notamment un modèle de travail qui inclut une collaboration étroite avec la profession.

\*

### 3. ANALYSE DES ARTICLES

#### *Ad article 1*

L'article 1 définit l'objectif du présent projet de loi.

Le présent projet de loi est innovant dans le sens qu'il ne prend plus simplement en considération le seul aspect de la production de produits agricoles, mais qu'il tient compte également des spécificités et fonctions multiples de l'agriculture, qui sont l'occupation du territoire dans les régions rurales, l'entretien de l'espace naturel et du paysage et la protection de l'environnement. On parle donc de la promotion d'une agriculture multifonctionnelle en liaison avec un développement intégré des zones rurales.

Il s'inscrit ainsi dans la ligne de la politique agricole européenne, qui ne se borne plus à un simple support des produits, mais s'oriente progressivement vers un soutien découplé de la production et ciblé sur l'activité agricole elle-même, en incluant des aspects qui ne sont pas seulement liés à la production.

Comme les lois agraires précédentes, ce projet de loi contient un ensemble d'outils de soutien au secteur agricole qui doivent lui permettre de continuer à s'adapter en fonction des exigences de la société d'aujourd'hui.

Il est à noter à ce propos que l'objectif de l'accroissement de la productivité et de la compétitivité de l'agriculture, prévu expressément dans la précédente loi agricole, ne fait plus partie des buts énoncés à cet article. Si l'abandon de l'objectif de la productivité correspond bien au revirement de la politique agricole commune, l'abandon de l'objectif de la compétitivité trahit un état d'esprit qui n'est pas adapté à la réalité de la situation des marchés agricoles. En effet, au niveau des produits agroalimentaires, les marchés ont atteint des degrés de concurrence tels, que les produits issus de l'agriculture luxembourgeoise risquent d'être évincés tout simplement des marchés. Il ne suffit pas de décréter que l'agriculture luxembourgeoise doit produire des produits de qualité plutôt que de consommation de masse tout en respectant les exigences de l'environnement naturel, encore faut-il vendre ces produits dans un marché qui, même pour les produits de qualité, devient de plus en plus concurrentiel.

La Chambre d'Agriculture note également avec regret, que l'objectif „d'assurer un niveau de vie équitable à la population agricole“ n'est plus cité expressis verbis dans les objectifs du présent projet de loi. La nouvelle formulation prévoit par contre de soutenir „l'amélioration des structures et conditions de production, du revenu et du niveau de vie de l'agriculture“. Cette nouvelle formulation montre bien sûr la volonté du gouvernement d'améliorer la situation par rapport à celle existante actuellement, mais elle ne comporte plus ni l'énoncé du but à atteindre (niveau de vie équitable), ni une référence au niveau atteint par d'autres groupes sociaux de notre société. Or, les statistiques montrent clairement (voir graphique 1) que dans son ensemble, l'agriculture reste loin derrière les autres secteurs au niveau du revenu, et que ce décalage n'est pas comblé malgré les aides au revenu substantielles qui lui ont été attribuées au cours des dernières années.

Par contre, le texte de l'article 1 se montre plus explicite en ce qui concerne les domaines d'activité de l'agriculture, en citant, outre la production de produits alimentaires de qualité et diversifiés, la production de matières à vocation énergétique, l'entretien des paysages, la préservation des ressources naturelles et de la biodiversité ainsi que le renforcement du tissu économique et social des régions rurales.

La Chambre d'Agriculture souscrit pleinement à ces objectifs de l'article premier, ceci d'autant plus que l'agriculture luxembourgeoise s'est déjà fortement engagée dans ces orientations au cours des dernières années, comme il ressort du chapitre 1 du présent avis. *Elle regrette cependant le manque d'ambition en matière de définition d'un objectif de revenu ainsi que l'atténuation trop forte des aspects économiques de la production.*

#### *Ad article 2*

L'article 2 constitue la base légale pour définir les notions d'exploitant agricole et d'exploitation agricole, d'agriculteur à titre principal et d'agriculteur à titre accessoire. Ces définitions feront l'objet d'un règlement grand-ducal dont un projet a été joint au présent projet de loi.

La Chambre d'Agriculture accueille favorablement cette façon de procéder qui donne la possibilité de bien cibler les différentes aides en fonction du type d'exploitation, et des besoins qui en découlent.

#### *Ad article 3*

L'article 3 fixe les conditions minimales à respecter par les exploitations agricoles à titre principal désirant bénéficier d'une aide à l'investissement. Ce régime d'aides est destiné à moderniser les bâtiments et installations et les équipements afin d'améliorer les revenus et les conditions de vie, de travail et de production des agriculteurs.

Le point (2) de cet article confie la mise en oeuvre des principes prévus au point (1) à un règlement grand-ducal et prévoit la possibilité de déroger à la condition de durée de tenue d'une comptabilité moyennant ce même règlement et ceci pour des investissements réalisés au cours des années 2000 et 2001.

Au point de vue de la forme, la Chambre d'Agriculture est d'avis qu'il n'est pas utile de confier cette dérogation au règlement grand-ducal, mais que c'est à la loi de la prévoir. Ceci d'autant plus que la loi prévoit déjà elle-même la limite d'une telle dérogation (investissements réalisés au cours des années 2000 et 2001).

En ce qui concerne la période pour laquelle cette dérogation est prévue, la Chambre d'Agriculture estime qu'elle doit également être prévue pour des investissements qui seront réalisés en 2002. En effet, prenons l'exemple d'une exploitation agricole réalisant un investissement durant l'année 2002. Elle devra faire preuve en application du point f) d'une comptabilité depuis au moins un an, c.-à-d. une comptabilité de l'exercice 2001. L'établissement d'une comptabilité, notamment par les Services Agrigestion ou SER, présuppose que le début de cette comptabilité coïncide avec le début de l'année civile. Dans l'hypothèse que la loi sous examen ne sera d'application qu'en fin d'année 2001 et que les demandeurs potentiels ne sont pas censés connaître une loi non encore votée, on peut supposer que les exploitations qui voudraient investir en 2002 et qui n'ont pas encore entamé une comptabilité en 2001 ne pourront pas avoir accès aux aides, du fait qu'elles ne pourront pas produire une comptabilité complète de l'année 2001 au moment de la présentation de la demande d'aide.

*C'est pour cette raison que la dérogation prévue pour les investissements réalisés au cours des années 2000 et 2001 devra être étendue également à ceux réalisés en 2002.*

Le paragraphe (3) de l'article 3 prévoit que les données comptables des exploitants agricoles bénéficiaires d'aides au titre de l'article 3 doivent être mises à la disposition du Service d'Economie Rurale et de l'Administration des Services Techniques de l'Agriculture aux fins d'évaluation et de suivi de la mise en oeuvre de ce régime d'aide.

Si la Chambre d'Agriculture estime normal que les demandeurs d'aides fournissent aux administrations concernées les informations requises pour remplir les critères d'éligibilité prévus par la loi, elle ne voit pas le bien-fondé de l'exigence de mettre à disposition en continu les données comptables de ces exploitations. En effet, la mise à disposition de données comptables aux fins statistiques et d'évaluation des politiques agricoles est réglée par d'autres réglementations déjà applicables. Il n'y a pas de raison d'introduire des dispositions spécifiques dans cette loi, surtout avec des formulations aussi vagues en ce qui concerne l'utilisation de ces données et les administrations destinataires, et sans qu'elles soient assorties d'une assurance sur la confidentialité de données personnelles. *Par conséquent, la Chambre d'Agriculture exige de supprimer ce paragraphe (3).*

#### *Ad article 4*

L'article 4 énumère les objectifs qui devront être visés par les investissements réalisés dans ce cadre.

La seule différence significative par rapport au régime d'aide prévu dans la loi agraire précédente, est celle que les activités touristiques et artisanales ne sont plus éligibles au titre de diversification des activités sur l'exploitation.

La liste des investissements ainsi que d'éventuelles conditions liées à ceux-ci est fixée par règlement grand-ducal, ce qui permet une adaptation flexible de ces investissements à l'évolution des techniques agricoles.

#### *Ad article 5*

L'article 5 prévoit d'exclure du présent régime d'aides les investissements qui ont pour effet la production de produits qui n'ont pas de débouchés normaux sur les marchés, et d'adapter l'éligibilité

des aides aux restrictions quantitatives imposées par des réglementations européennes dans certaines productions.

En ce qui concerne ce dernier aspect, c'est surtout la production laitière qui est concernée en ce sens qu'il s'agit notamment lors de la construction d'une étable pour vaches laitières, de limiter la dimension de l'étable en fonction du quota laitier disponible sur l'exploitation. Cette disposition faisait déjà partie de l'ancienne loi agraire.

De façon générale, la réglementation européenne ne prévoit pas de subventions aux secteurs déjà caractérisés par une surproduction, comme p. ex. la production porcine et avicole. Etant donné que le Luxembourg n'est pas autosuffisant en viande porcine, et qu'il y a une demande croissante de viande porcine de qualité comme celle produite sous le label de qualité Marque Nationale, il a été possible de négocier une augmentation de la capacité pour produire de la viande porcine Marque Nationale dans le cadre du plan de développement rural du Grand-Duché de Luxembourg, ce qui n'était pas possible sous l'ancienne loi agraire. Pour être éligibles aux aides, les investissements doivent porter sur une nouvelle construction ou sur la modernisation d'une ancienne porcherie en vue de répondre aux normes fixées par la réglementation en matière de la Marque Nationale.

Des aides seront également possibles pour la production de volailles répondant à des critères de qualité spécifiques. L'aide aux investissements dans ces deux domaines est à considérer comme une mesure permettant de diversifier l'agriculture luxembourgeoise par rapport aux productions laitières et bovines prédominantes. *La Chambre d'Agriculture accueille favorablement cette ouverture des aides à des secteurs pour lesquels notre pays présente des déficits importants.*

#### *Ad article 6*

L'article 6 fixe les taux de subvention pour les différents types d'investissements, ainsi que les plafonds par exploitation pour la durée du présent régime. Les investissements pris en compte pour le bénéfice d'aides dans le cadre du présent régime ne peuvent dépasser la somme de 375.000 euros dans le cas des exploitations agricoles, et de 625.000 euros pour les exploitations horticoles et les exploitations viticoles qui transforment et commercialisent eux-mêmes leurs vins.

Ceci constitue une augmentation sensible de ces plafonds par rapport à l'ancienne loi agraire, augmentation qui se justifie d'une part par la taille croissante des exploitations et d'autre part par l'augmentation considérable des coûts des investissements au cours des dernières années. Le niveau absolu de ces plafonds peut être estimé comme adéquat à l'heure où le présent projet est dans la procédure législative. Il est pourtant difficile de juger si tel sera encore le cas vers le milieu ou vers la fin de la période d'application de la présente loi. *C'est pourquoi, la question pourrait être posée s'il ne serait pas opportun de prévoir dans le présent projet une disposition habilitant à relever ces montants par règlement grand-ducal, comme c'était prévu dans l'ancienne loi agraire (art. 9. point (2) dernier alinéa de la loi modifiée du 18 décembre 1986).*

Différentes majorations de ces plafonds sont prévues d'une part pour des investissements spécifiques, d'autre part pour des types d'exploitations spécifiques.

En ce qui concerne les types spécifiques d'investissements pour lesquels des augmentations sont prévues, c.-à-d. l'acquisition de machines à utilisation en commun entre plusieurs exploitations, les coûts supplémentaires en cas de transplantation de bâtiment d'exploitation ainsi que la réalisation d'installations de biométhanisation, la Chambre d'Agriculture est d'accord avec le principe de ces augmentations, ainsi qu'avec les montants prévus (sans préjudice de la remarque ci-dessus).

Par contre, les augmentations prévues en faveur de différents types d'exploitations telles que les associations de producteurs et les exploitations en commun de plusieurs frères et/ou sœurs, soulèvent à l'avis de la Chambre d'Agriculture une question plus fondamentale, non seulement pour l'application des plafonds d'investissements prévus à cet article, mais également à l'égard d'autres dispositions de cette loi, telles que les aides aux jeunes agriculteurs, ainsi qu'à l'égard de certaines aides à la production.

En effet, le traditionnel modèle de l'exploitation familiale, où une unité d'exploitation correspondait en général avec une cellule familiale ne répond plus à tout l'éventail de structures d'exploitation que nous connaissons à l'heure actuelle.

Si la majoration des plafonds proposée en cas d'association correspond à l'idée qu'une association entre plusieurs unités d'exploitations doit pouvoir bénéficier d'aides à des investissements en commun plus importants, tout en déduisant un certain avantage économique engendré par une forme d'exploitation plus rationnelle, celle proposée en cas de gestion d'une exploitation par plusieurs frères et sœurs

est traitée de façon différente, et pour les cas d'une grande exploitation, gérée par 2 générations différentes, rien n'est prévu.

Un exemple un peu schématique, admettons le, peut illustrer la disparité: Deux exploitations (donc en principe deux familles) de 50 ha qui sont associées, disposent d'un plafond subventionnable de 1,75 fois le montant de 375.000 euros soit 656.250 euros. Deux frères ou sœurs (avec leurs familles respectives) qui sont installés sur une exploitation de taille identique (100 ha) n'ont qu'un plafond subventionnable de 1,5 fois le montant de 375.000 euros, soit 562.500 euros. Un père de 45 ans et son fils de 25 ans qui exploitent la même taille d'exploitation n'ont qu'un plafond subventionnable de 375.000 euros (aucune augmentation de plafond prévue).

Or, on constate de plus en plus une orientation des exploitations vers des tailles relativement importantes gérées par plusieurs cellules familiales, sans que ces exploitations ne répondent nécessairement à une logique de fusion ou d'association. On peut estimer que ces exploitations sont discriminées par rapport aux associations, surtout que les exploitations associées bénéficient également d'avantages considérables lors de l'octroi d'aides directes ou de droits à la production.

*La Chambre d'Agriculture estime que cette situation mérite une discussion approfondie englobant différents aspects de ce projet. C'est pourquoi, elle y consacre un chapitre spécial en fin de cet avis (proposition complémentaire).*

En ce qui concerne les taux d'aides, ceux-ci sont fixés à 40% du coût pour les investissements immeubles et à 25% pour les autres biens. Dans la partie du territoire considérée comme zone défavorisée, ces taux sont de 50% resp. de 35%. Cela revient à dire que les exploitations agricoles proprement dites bénéficient des taux d'aides de 50% respectivement de 35% et les exploitations viticoles et horticoles des taux normaux c.-à-d. de 40% respectivement de 25%.

L'alinéa (10) prévoit une aide en capital de 90% pour le surcoût (hors plafond) engendré par l'utilisation de matériaux traditionnels pour assurer une meilleure intégration des bâtiments nouveaux aux bâtiments existants à valeur architecturale particulière ou pour préserver le paysage en cas de constructions établies en zone verte. Il va sans dire que de telles prescriptions liées à ces deux objectifs ne doivent pas constituer des entraves majeures à la fonctionnalité des bâtiments à construire, ni conduire à des coûts excessifs.

*Au point de vue formel, il convient de remplacer à la première ligne du point (10) le verbe „assumer“ par „assurer“.*

Une autre remarque qui s'impose, concerne le subventionnement des frais d'infrastructure à 100% dans le cas de la transplantation d'une porcherie en dehors d'une agglomération. La Chambre d'Agriculture constate que l'évolution de la population de plus en plus non agricole dans les agglomérations, et l'agrandissement des exploitations en général, crée une pression considérable sur l'activité agricole, qui mène à construire non seulement les porcheries en dehors des agglomérations, mais de plus en plus souvent également les étables pour bovins et les poulaillers. Le but est d'éviter des conflits avec la population non agricole.

*C'est pour cette raison que la Chambre d'Agriculture est d'avis que l'aide en capital au taux de 100% ne devra pas se limiter aux seuls frais des infrastructures liées à la transplantation des porcheries, mais qu'elle devra être accordée lors de la transplantation de toutes les constructions destinées à héberger des animaux. Elle propose de modifier le texte du projet de loi dans le sens d'une application plus générale, tout en laissant la possibilité de restreindre par règlement grand-ducal cette application à des cas précis (notamment les porcheries).*

#### *Ad article 7*

L'article 7 prévoit des aides à l'investissement pour les exploitations agricoles à titre accessoire et pour celles à titre principal qui ne répondent pas aux critères de l'article 3. Il s'agit d'un régime d'aides simplifié qui est destiné en d'autres termes à remplacer les dispositions prévues à l'article 13 de l'ancienne loi agraire.

Le plafond fixé par exploitation est plus bas que celui de l'article 6. Il s'élève à 187.500 euros et les taux de subvention en capital sont fixés à 25% pour les immeubles et à 15% pour les autres biens. Toutefois pour la zone défavorisée ces taux d'aides sont de 35% resp. de 25%.

Les différences essentielles par rapport à l'article 3 sont le plafond moins élevé, le fait que les aides prévues à l'article 6 sont également accessibles aux exploitations à titre accessoire, et les critères moins stricts à respecter pour démontrer la viabilité économique (voir règlement grand-ducal).

La Chambre d'Agriculture approuve cette approche, qui prévoit un cadre d'aide plus souple pour des investissements moins importants, accessibles également aux exploitations à titre accessoire, tout en assurant que celles-ci doivent également faire preuve d'un certain niveau de viabilité économique.

Dans cet article, il est prévu expressément une exclusion des bénéficiaires d'une pension de vieillesse, condition qui est également prévue dans le cadre de la définition des agriculteurs à titre principal au niveau du règlement grand-ducal. La Chambre d'Agriculture partage cette démarche du gouvernement de ne plus accorder dorénavant d'aides aux investissements aux exploitants qui ont une pension de vieillesse, lorsque dans ces exploitations la succession n'est pas assurée.

#### *Ad article 8*

Cette disposition, qui faisait déjà partie de l'ancienne loi agraire, précise que les aides sont accordées sur les coûts hors TVA des investissements et dans la limite de prix unitaires à fixer par règlement grand-ducal.

La Chambre d'Agriculture analysera avec soin ces prix unitaires soumis pour avis en annexe du règlement grand-ducal, afin que ces prix soient fixés de telle sorte à correspondre le plus près possible aux prix de ces matériels sur le marché.

#### *Ad articles 9 et 10*

La Chambre d'Agriculture n'a pas d'observation particulière à formuler.

#### *Ad article 11*

L'article 11 prévoit un régime d'aides spécifiques pour les jeunes agriculteurs et fixe les conditions à remplir par les bénéficiaires.

Le principe des mesures prévues en faveur des jeunes agriculteurs est semblable à celui appliqué en vertu de l'ancienne loi agraire. Il s'agit:

- d'une prime de première installation
- d'une bonification du taux d'intérêt pour financer la reprise
- du remboursement des droits d'enregistrement et de transcription
- d'un abattement fiscal spécial

Durant la période de 1991 à 2000, 639 jeunes agriculteurs se sont installés, ce qui revient à 64 installations par an. Bien que le nombre d'exploitations va continuer à régresser dans les années à venir, il faut tout de même veiller à ce qu'un nombre suffisant d'exploitations agricoles puisse être maintenu. L'agriculteur ne pourra en effet jouer le rôle de moteur dans le domaine fort complexe de la sauvegarde des équilibres régionaux, sectoriels, écologiques et sociaux que si le maintien d'une population suffisante dans l'ensemble des zones rurales du pays est assuré. L'encouragement des jeunes à choisir la profession d'agriculteur est donc primordial et les conditions d'installation doivent comporter comme dans le passé des éléments d'incitation efficaces.

Certaines conditions énumérées au paragraphe (1) de l'article 11 du présent projet ont été maintenues par rapport à la législation antérieure, comme l'âge limite de 40 ans, l'installation en tant qu'agriculteur à titre principal, le statut de chef d'exploitation et le principe du niveau de compétences adéquat.

Les nouvelles conditions sont la démonstration de la viabilité économique de l'exploitation, la conformité aux normes minimales requises en matière d'environnement, d'hygiène et de bien-être des animaux, ainsi que l'exigence que les exploitants actuels cessent définitivement toute activité agricole à des fins commerciales lors de l'installation d'un jeune.

La Chambre d'Agriculture ne peut accepter en aucun cas cette dernière condition, car celle-ci est contraire à l'esprit d'exploitation familiale de notre agriculture et aura pour effet non pas d'inciter les jeunes à la reprise de l'exploitation familiale, mais au contraire de retarder, voire d'empêcher cette reprise.

En effet, la majorité des installations de jeunes agriculteurs dans notre pays se fait sur l'exploitation familiale. Elle se fait généralement d'une façon progressive, soit par conclusion d'un contrat d'exploitation (voir article 12), soit par la reprise en propriété des bâtiments d'exploitation et d'une partie des



terrains. Les anciens exploitants (en règle général, les parents) cèdent la responsabilité de la gestion à la jeune génération, mais continuent à travailler dans l'exploitation ou, dans certains cas, gardent sous leur propre responsabilité une production distincte (par exemple les porcs ou la distillerie).

Dans la plupart des cas, lorsque le jeune s'installe, l'âge du père en tant que chef d'exploitation est loin de correspondre à l'âge minimum permettant de prendre la retraite. Il existe dans la plupart des cas une période plus ou moins longue durant laquelle deux générations travaillent et vivent ensemble sur l'exploitation.

Si la législation antérieure prévoyait bien des conditions très strictes concernant le transfert de la responsabilité au jeune qui s'installait, elle ne posait pas de condition obligeant le cédant à se retirer de l'exploitation. Il pouvait continuer à travailler sur l'exploitation en tant qu'aidant et il pouvait même continuer à exercer à son propre profit une spéculation distincte de l'exploitation.

Tel n'est plus le cas dans le projet sous avis : le paragraphe (1), 4e tiret, c) de l'article 11 spécifie clairement que le ou les exploitant(s) doivent cesser définitivement toute activité agricole à des fins commerciales. En fonction de l'interprétation plus ou moins bienveillante qu'on voudra donner à ce point, il signifie clairement que l'exploitant cédant ne pourra plus exercer une activité agricole à son propre compte ou peut-être même qu'il ne pourra plus continuer à travailler dans l'exploitation sous le statut d'aidant.

Cette exigence ne correspond ni à la pratique courante de la transmission de l'exploitation familiale, ni aux objectifs de la prime de première installation. En pratique, la conséquence sera, que les parents ne voudront ou ne pourront pas (à moins de changer de métier?!) remettre l'exploitation familiale à leur successeur avant qu'ils n'aient pratiquement atteint l'âge de la retraite ou que le fils s'approche de l'âge de 40 ans, dernière limite à laquelle il pourra bénéficier de l'aide à l'installation. Au lieu de favoriser l'installation de jeunes agriculteurs, cette disposition aura comme effet de la retarder.

*La Chambre d'Agriculture est d'avis que cette disposition est néfaste à la politique de l'installation des jeunes et en exige la suppression pure et simple.*

Le montant de l'aide est augmenté sensiblement par rapport à l'ancienne législation. Cette augmentation cache cependant une condition supplémentaire qui est défavorable dans un certain nombre de cas. En effet, dans la nouvelle conception, la prime d'installation est liée au concept de l'exploitation reprise, indépendamment du nombre de jeunes qui s'y installent (paragraphe (2) de l'article 11). Par contre, dans le cadre de l'ancienne législation, il était prévu d'accorder plusieurs primes dans le cas de l'installation sur une même exploitation de plusieurs frères et soeurs, et de majorer la prime à l'installation en cas d'installation de deux conjoints, pour autant que chacun de ces jeunes réponde aux conditions, notamment de formation.

Tout en appréciant favorablement l'augmentation de la prime, la Chambre d'Agriculture estime que le fait de ne plus prendre en considération en tant que tels, les cas prévus à l'ancienne loi, fait perdre un peu son caractère à cette prime.

En effet, à côté des aides aux investissements, des aides au revenu et des aides à l'environnement, la prime à l'installation valorise le facteur humain de la profession agricole.

Alors comment expliquer que dans cette loi, on ne valorise plus autant ce facteur humain que dans l'ancienne? Comment expliquer que le conjoint qui travaille également à titre principal sur l'exploitation et qui remplit par ailleurs toutes les conditions, ne pourra plus bénéficier de la majoration de prime qui lui était acquise jusqu'à maintenant? Faudra-t-il que dans le cas de deux frères ou soeurs voulant s'installer sur une exploitation, l'un doive aller s'installer sur une autre exploitation, y bénéficier de la prime, et puis fusionner avec son frère?

Cette discussion mène de nouveau à la question déjà évoquée au présent avis concernant l'article 6, celle d'un nouveau concept d'exploitation, que nous traiterons dans un chapitre spécial (voir proposition complémentaire).

Par rapport au montant de la prime d'installation fixé au paragraphe (2), a) de l'article 11, il est à noter que celui-ci n'est plus lié à la valeur de l'indice, comme c'était le cas jusqu'ici. Si l'on considère l'évolution rapide des tranches indiciaires de ces derniers mois, il serait normal que ce montant soit de nouveau lié à l'indice du coût de la vie, sinon sa valeur réelle risque d'être fortement amoindrie au cours de la durée de 7 années de la présente loi.

En ce qui concerne la bonification du taux d'intérêt aux emprunts contractés en vue de couvrir les charges découlant de la première installation prévue au paragraphe (2), b) de l'article 11, il convient de

relever une incohérence entre cet article et l'article 14. En effet, d'une part cette bonification ne sera accordée que pour les emprunts contractés avant l'âge de 40 ans, d'autre part, l'article 14 exclut une aide pour les terres reprises dans le cadre de l'installation. En conséquence, le jeune agriculteur se verra obligé de reprendre toutes les terres familiales avant 40 ans, s'il veut profiter d'une aide. Nous reviendrons à ce point lors des commentaires sur l'article 14.

#### *Ad article 12*

L'article 12 a pour objet de prévoir pour les jeunes qui s'installent, la possibilité de conclure avec l'exploitant auquel il est appelé à succéder, un contrat d'exploitation dont les conditions et modalités seront fixées par règlement grand-ducal.

Vu les arguments évoqués à l'article 11, la Chambre d'Agriculture accueille favorablement la possibilité de pouvoir conclure un contrat d'exploitation. Cette méthode de reprise de l'exploitation a fait sa preuve durant de nombreuses années en permettant au jeune de s'installer par étapes successives jusqu'à l'âge de 40 ans, tout en organisant le passage progressif de la responsabilité de la gestion des parents vers le jeune exploitant.

Or le projet de loi sous examen prévoit une condition nouvelle (paragraphe (2) de l'article 12) qui consiste à limiter le contrat d'exploitation à une durée maximale de 5 ans. En pratique, l'application du paragraphe (1) de l'article 12 du projet de loi ainsi que du paragraphe (1) de l'article 27 du projet de règlement prévoient l'attribution de la moitié de la prime lors de la conclusion du contrat. Il faudra, en application du paragraphe (2) de l'article 12 du projet de loi, que le jeune soit seul exploitant au bout de 5 ans, sans quoi il n'aura plus droit à la deuxième moitié de la prime de première installation. *La Chambre d'Agriculture ne peut accepter cette limite de cinq ans car elle rétrécit considérablement les effets escomptés par le système de contrat d'exploitation, et notamment la possibilité d'un transfert progressif de la gestion.*

On peut estimer que cette mesure aura les mêmes conséquences que celles exposées plus haut à propos de l'article 11: Au lieu d'inciter à une participation assez précoce à la gestion de l'exploitation, cette disposition mènera soit à attendre jusqu'à l'âge de 35 ans du jeune avant de conclure un contrat d'exploitation, soit à renoncer simplement à la deuxième moitié de la prime à l'installation, auquel cas les contraintes de l'article 11, paragraphe (1), quatrième tiret, a), b) et c) ne devront pas être respectées.

*La Chambre d'Agriculture demande donc la suppression du délai de 5 ans prévu à l'article 12, paragraphe (2) du projet de loi.*

Ce point pourrait également trouver une solution dans le cadre d'un nouveau concept à développer pour l'exploitation (voir proposition complémentaire).

#### *Ad article 13*

L'article 13 prévoit une majoration de 5 points des taux prévus à l'article 6, paragraphe (8) des aides à l'investissement dans les biens immeubles pour les jeunes agriculteurs pendant une période de cinq ans après l'installation.

En ce qui concerne le délai de cinq ans, la même remarque s'impose qu'à l'article 12. Par ailleurs, la Chambre d'Agriculture ne voit pas la raison de restreindre cette majoration des aides aux investissements dans des immeubles, mais elle propose de l'appliquer à tous les investissements visés à l'article 6, paragraphe (8). *Elle propose par conséquent de biffer la restriction aux biens immeubles et la limitation à 5 ans après l'installation.*

#### *Ad article 14*

L'article 14 prévoit une aide en capital d'un taux maximum de 20% en cas d'acquisition de terres à usage agricole auprès de tiers. La législation antérieure prévoyait un régime dont la finalité était la même, mais dont la forme était significativement différente. En effet, le régime proposé prévoit un soutien sous forme d'aide en capital, alors que dans le passé une bonification d'intérêts capitalisée était utilisée.

La Chambre d'Agriculture est d'avis que la nouvelle forme est trop transparente en ce sens que les vendeurs potentiels sauront d'office que l'agriculteur intéressé par son terrain disposera de 20% de 500.000 francs (montants proposés dans le projet de règlement), c.-à-d. d'une somme de 100.000 francs de subvention. Quoi de plus logique alors que d'augmenter sa demande d'une somme



correspondante? Par contre, l'ancien système qui prévoyait une bonification du taux d'intérêts, était beaucoup moins transparent. Le vendeur ne savait pas si oui ou non l'acheteur était dans les conditions pour bénéficier d'une bonification, ni quel montant une telle bonification pouvait représenter.

Sur base de ce raisonnement, la Chambre estime que le système d'aide en capital prévu par le projet de loi aura pour effet de renchérir les terrains agricoles et que le résultat final sera en quelque sorte, que l'argent dépensé au titre de cet article ira au profit des vendeurs et ne bénéficiera que d'une façon très limitée aux exploitants actifs.

*C'est pourquoi, l'aide en capital prévue à l'article 14 ne peut pas trouver l'accord de la Chambre d'Agriculture. Elle demande à réintroduire une bonification capitalisée du taux d'intérêt telle qu'elle était prévue dans l'ancienne législation.*

Un autre problème déjà évoqué à propos de l'article 11 consiste dans le fait que par une incohérence entre l'article 11 et l'article 14 dans la forme proposée, la reprise des terres issues de membres de la famille ne peut plus être subventionnée pour les agriculteurs ayant dépassé l'âge de 40 ans. *Là également, il serait opportun de revenir à l'ancien système qui prévoyait une bonification du taux d'intérêt également dans ces cas.*

#### *Ad article 15*

L'article 15 prévoit le remboursement des droits d'enregistrement et de transcription ainsi que des droits de succession. Ces mêmes mesures étaient prévues par l'ancienne loi agraire et sont destinées à alléger les charges lors de l'acquisition de biens meubles ou immeubles et de la transmission de l'exploitation.

Dans ce même contexte, la Chambre d'Agriculture propose d'ajouter une disposition visant à prendre en charge ces mêmes frais en cas d'échange entre agriculteurs. En effet, vu l'agrandissement des structures d'exploitation, il arrive fréquemment, que des agriculteurs procèdent entre eux à des échanges leur permettant mutuellement de remembrer leurs parcelles dans le but de pouvoir y travailler de façon plus rationnelle. Ces échanges, s'ils sont formalisés par un acte notarié, entraînent, outre les frais de mesures, des frais d'enregistrement et de transcription relativement élevés. Même si l'échange n'entraîne pas de versement de sommes d'argent, les droits d'enregistrement et de transcription sont calculés pour les deux partenaires de l'échange sur des sommes forfaitaires générant alors des coûts pour les deux.

*La Chambre d'Agriculture est d'avis que l'Etat devrait soit prendre en charge ces frais, soit prévoir une dérogation évitant que de tels droits ne soient générés en cas d'échange. Ceci serait un moyen efficace de favoriser l'amélioration des structures foncières des exploitations.*

#### *Ad article 16*

L'article 16 prévoit que la somme des montants servant de base au calcul des bonifications d'intérêt pour la reprise de l'exploitation et au calcul de l'aide en capital à l'acquisition de biens immeubles ne peut excéder 375.000 euros.

La Chambre d'Agriculture note avec satisfaction que ce plafond constitue une augmentation substantielle de celui de l'ancienne loi, ce qui tient compte de l'augmentation de la taille des exploitations ainsi que du renchérissement des biens.

#### *Ad article 17*

La mesure prévue à l'article 17 est identique à celle prévue par l'article 21 de l'ancienne loi agraire, sauf qu'elle a été étendue aux reprises d'une exploitation par des personnes n'ayant pas de liens familiaux avec le cédant (Beisatz), à condition que celles-ci ont participé à temps plein au travail de l'exploitation transmise pendant au moins 10 ans. L'extension de cette mesure se justifie du fait qu'une telle mesure peut contribuer de façon substantielle à garantir la pérennité d'une exploitation agricole.

#### *Ad article 18*

L'article 18 est la base légale pour l'allocation de l'indemnité compensatoire annuelle des handicaps naturels que connaît notre région par rapport à d'autres régions plus productives de l'Union Européenne.

L'indemnité compensatoire constitue un instrument important de la politique gouvernementale tendant à assurer aux agriculteurs un revenu équivalent à celui des autres agriculteurs de l'Union. Etant

donné que les modalités d'application de l'indemnité compensatoire annuelle seront fixées par règlement grand-ducal, la Chambre d'Agriculture se réserve le droit d'y revenir au moment venu.

#### *Ad article 19*

Cet article a trait à la coopération économique et technique entre exploitations individuelles. Il prévoit notamment la prise en charge par l'Etat d'une partie des frais d'entraide lorsque l'exploitation a dû recourir à l'aide d'autres agriculteurs pour des motifs spécifiques, notamment en cas de maladie. Un règlement grand-ducal définit les modalités d'application et les conditions de cette aide et fixe la durée de la prise en charge qui ne peut être supérieure à 6 mois par an.

La Chambre d'Agriculture considère cette mesure comme d'une grande importance dans la situation actuelle de l'agriculture. En effet, la régression de la main-d'oeuvre agricole et la taille croissante des exploitations agricoles, viticoles et horticoles fait en sorte que la non-disponibilité d'un membre de l'exploitation, soit par incapacité de travail ou par absence pour d'autres raisons importantes, nécessite un remplacement immédiat, ce qui n'est possible à l'échelle nationale que par le recours à des services d'entraide organisés par les „Maschinenring“. La présente disposition permet d'alléger les charges dans des cas précis. Elle sera également un argument important en faveur notamment des actions de formation continue.

#### *Ad article 20*

La formation initiale est une base minimale pour exercer la profession d'agriculteur. Toutefois les connaissances évoluent de plus en plus rapidement au cours du temps. Il est nécessaire pour toute profession, de rester à jour en ce qui concerne les nouvelles connaissances. Un rafraîchissement et une amélioration continue des connaissances sont nécessaires pour rester compétitif sur le marché. Ainsi la Chambre d'Agriculture accueille-t-elle favorablement les aides que le gouvernement est prêt à mettre à disposition pour le financement de cours et de stages de formation et de perfectionnement professionnel pour les personnes travaillant dans l'agriculture.

Par contre elle ne comprend pas pourquoi le paragraphe (2), point a), 1er tiret exclut les cours organisés en vue de l'obtention d'un brevet de formation professionnelle continue. En effet, le projet de règlement grand-ducal lié au présent projet de loi prévoit comme condition d'accès à certaines aides la participation à des cours menant à un brevet de formation professionnelle continue. Comme elle l'exposera dans son avis sur le projet de règlement grand-ducal en question, la Chambre d'Agriculture est d'avis, que ce brevet pourra être obtenu de façon modulaire en participant à des cours qu'elle et d'autres acteurs non étatiques de la formation agricole continue pourront organiser. De ce fait elle ne peut accepter que le financement de ces cours ne pourrait pas être soutenu dans le cadre de cet article. *Ainsi la Chambre d'Agriculture propose-t-elle de supprimer la fin de phrase au paragraphe (2) sous a) premier tiret „ni ceux organisés en vue de l'obtention d'un brevet de formation professionnelle continue“.*

#### *Ad article 21*

Déjà dans le cadre de la loi agraire modifiée de 1986, la Chambre d'Agriculture a assuré le rôle de la coordination de la vulgarisation agricole. Le régime d'aide qui est repris à l'identique par cet article 21 du projet a porté ses fruits au cours des dernières années, en ce sens qu'un renforcement des activités de vulgarisation a pu être obtenu tout en approfondissant la concertation entre les différentes associations et services actifs dans ce domaine. Au vu de l'évolution rapide du secteur agricole et de la situation spécifique de l'agriculture luxembourgeoise, il conviendra à l'avenir de consolider encore cette démarche pour renforcer d'avantage l'efficacité des moyens mis en oeuvre. La Chambre d'Agriculture qui a toujours accordé une grande importance à la vulgarisation agricole pourra encore renforcer son activité sur base du renouvellement de son mandat dans ce domaine.

Les crises que la production agricole a pu connaître au cours des derniers mois ont montré qu'il y avait des besoins accrus de recherche et de vulgarisation concernant les impacts environnementaux et sanitaires des méthodes de production ainsi qu'en matière de diversification. Un autre défi pour la vulgarisation sera l'accompagnement des agriculteurs, en matière de marketing face à une société mal informée et de plus en plus critique.

Etant donné que les modalités d'application du régime en question feront objet d'un règlement grand-ducal, la Chambre d'Agriculture y reviendra au moment utile.

#### Ad article 22

L'article 22 crée un régime d'aides pour l'amélioration de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles. Le but est de maintenir au Grand-Duché de Luxembourg un secteur de transformation et de commercialisation efficace procurant aux agriculteurs une plus-value pour leur matière première.

L'évolution des marchés agricoles tend vers une concentration de plus en plus forte du secteur agro-alimentaire dans la main de quelques grands groupes. En parallèle, le secteur de la distribution constitue des entités qui ont un pouvoir de négociation et de pression énorme sur l'agriculture. Dans tous ces mouvements, il convient de veiller à ce que l'agriculture luxembourgeoise ne perde pas son accès au marché. En effet, les crises récentes dans le secteur alimentaire ont démontré l'importance d'instruments économiques à taille régionale (ou nationale dans le cas du Luxembourg) qui permettent la production de produits de qualité identifiés et contrôlés aussi bien quant à leur origine qu'à leur qualité. Pour s'engager sur la voie de la qualité et de la traçabilité, l'agriculture luxembourgeoise a besoin d'instruments permettant de transformer et de traiter ses produits au niveau du pays.

La Chambre d'Agriculture regrette qu'au niveau communautaire, les taux ont été fortement réduits pour les aides à l'investissement dans le secteur agroalimentaire. En effet, une entreprise pouvait bénéficier dans le passé d'un taux d'aides à l'investissement compris entre 35% et 70%, alors que le projet sous examen limite la valeur totale des aides à un taux maximum de 40%. *Cela risque d'avoir des répercussions négatives sur les prix producteurs compte tenu du fait que les industries luxembourgeoises ne pourront pas accéder à des tailles importantes en raison de l'exiguïté du pays et qu'elles doivent travailler dans un environnement social et de coûts d'un niveau élevé.*

#### Ad articles 23 et 24

La Chambre n'a pas d'observation particulière à formuler.

#### Ad article 25

L'article 25 a pour objet de créer un nouveau régime d'aides à la commercialisation de produits de qualité. En 1992, la Chambre d'Agriculture avait proposé la mise en place d'un régime d'aides à la réalisation d'études et la création d'un fonds de promotion de produits agricoles. A l'époque, le législateur n'avait pas suivi cette proposition, mais avait préféré introduire à ces fins deux articles à la loi budgétaire,

La Chambre d'Agriculture n'a jamais manqué de soulever l'importance d'une conception globale de marketing pour les produits agricoles de qualité et le manque de moyens mis à disposition pour la réaliser. De nombreux efforts ont été investis, non seulement au niveau de la production, mais également au niveau de la transformation et de la commercialisation de nos produits de qualité par une collaboration étroite qui a été entamée par les différents intervenants dans les filières.

L'argumentation pour la mise en place d'une conception globale de marketing a été largement présentée dans nos avis au sujet des différents projets de la loi budgétaire pendant les dernières années. Nous tenons tout de même à rappeler les grandes lignes ci-après vu l'importance de cette démarche pour atteindre les objectifs de ce projet de loi.

La demande de produits alimentaires est et restera également à l'avenir largement dépendante du facteur prix. Cependant, d'autres facteurs, notamment ceux de la qualité, de la sécurité et de l'hygiène alimentaire deviennent de plus en plus importants. Ces facteurs dépendent largement des méthodes de production. Dans une enquête réalisée par la Commission de l'Union Européenne, il a été constaté que la confiance des consommateurs dans les différentes catégories de produits alimentaires varie considérablement d'une catégorie à l'autre ainsi que d'un pays à l'autre.

En ce qui concerne les variables sécurité et hygiène alimentaire, seulement 60% des habitants de notre pays considèrent que les produits alimentaires rassurent les consommateurs du point de vue sécurité alors qu'en Suède, par exemple, ce chiffre est de 84%. Or, les produits de notre agriculture, avec le savoir-faire des filières en amont et en aval, peuvent garantir un niveau de sécurité et d'hygiène très élevé. Il faudra par conséquent mieux informer le consommateur sur les caractéristiques, la valeur et la qualité des produits alimentaires indigènes.

Pour la politique agricole luxembourgeoise, le choix est fait d'orienter la production de plus en plus vers la qualité et la sécurité alimentaire en adaptant dans ce sens les méthodes de production. La

Chambre d'Agriculture est d'avis, qu'il convient de s'engager globalement en faveur de cette stratégie et qu'il faut l'accompagner de moyens de promotion et de marketing adéquats.

La Chambre d'Agriculture s'est engagée résolument dans cette démarche de qualité depuis plusieurs années en créant la marque collective „Produit du terroir – Lëtzebuenger ...“ qu'elle utilise actuellement dans le cadre de l'étiquetage de la viande bovine, dans le cadre de la production de pommes de terre et de blé panifiable. Cette marque est conçue de telle sorte qu'elle pourra être étendue dans l'avenir à l'ensemble des produits agricoles et horticoles d'origine luxembourgeoise.

Le but primaire de la Chambre d'Agriculture est de maintenir et de développer la part de marché de la production indigène sur le marché national. En effet, si on ne donne pas au départ au consommateur la possibilité de reconnaître les produits d'origine luxembourgeoise, on ne pourra pas lui demander de choisir activement ces produits. Le concept va au-delà d'un simple marquage de l'origine du produit, étant donné qu'il se sert des arguments positifs liés à notre type d'agriculture comme argument de vente. Il permet donc de valoriser la production luxembourgeoise par des arguments liés directement à l'agriculture. Il souligne ainsi l'importance de notre secteur agricole pour la société (ex. entretien du paysage) tout en donnant au consommateur un aliment sain, produit suivant des méthodes correspondant à ses attentes. L'instrument de production de notre agriculture, une structure relativement traditionnelle et proche de la nature, un encadrement strict des exploitations aux points de vue sanitaire (absence de maladies, ...) et réglementaire (Sanitel, prime à l'entretien de l'espace naturel, ...) sur un territoire restreint devraient assurer au consommateur une grande transparence de la production et renforceront ainsi la confiance dans l'agriculture luxembourgeoise.

Afin de valoriser au mieux ces avantages, la Chambre d'Agriculture travaille sur un certain nombre de points afin de développer une stratégie cohérente:

Tout d'abord, il s'agit de mettre en évidence les avantages liés à la „région de production Luxembourgeois“ en se basant sur les labels existants „Produit du terroir“ et „Marque Nationale“. Dans ce contexte, il y a lieu de réétudier le cas échéant la loi de 1935 portant création des marques nationales afin de leur donner une base solide et consistante avec la législation européenne. Par la suite, il importe d'étudier la relation entre ces marques et le produit du terroir, et de développer le concept du „Produit du terroir“ comme signe d'origine pour l'ensemble des produits de l'agriculture luxembourgeoise.

Ensuite il faudra mettre en place des instruments permettant un marketing efficace pour la production indigène. La participation financière de l'Etat devra être conséquente pour combler les désavantages liés à la petite taille du territoire national et au faible nombre de producteurs des matières premières.

Pour réaliser ce projet ambitieux, mais vital pour l'agriculture de demain, la Chambre d'Agriculture est persuadée que le nouveau régime d'aides proposé n'est pas suffisant. Les taux proposés sont d'ailleurs en deçà de ceux qui seraient possibles en vertu de la politique de concurrence de l'Union Européenne.

Le régime d'aides proposé porte sur des actions de relations publiques, de promotion et de publicité pour souligner les caractéristiques intrinsèques des produits de qualité, notamment en terme d'hygiène de sécurité alimentaire, de méthodes de production, de valeur nutritionnelle, de bien-être des animaux et du respect de l'environnement. Selon le projet sous avis, ces actions pourront bénéficier d'une aide de 50%. Dans l'état actuel dans lequel se trouve le secteur agricole, il n'est pas possible de couvrir les 50% à la charge des agriculteurs ou autres intervenants de la chaîne. Ce point restera ainsi lettre morte. C'est pour cette raison que la Chambre d'Agriculture insiste pour que le taux d'aides en question soit fixé à 80%.

Pour la réalisation d'études de marché, de conception et d'esthétique des produits de qualité, le présent régime d'aides propose une subvention de 80% du coût réel.

En ce qui concerne la mise en oeuvre de mesures de contrôle pour contrôler l'utilisation d'un label de qualité, le taux d'aides est fixé à 100% du coût réel pour la première année d'application de la loi. Par la suite, ce taux devrait se réduire chaque année subséquente de 20 points sauf pour les produits biologiques.

Ce dernier point ne peut en aucun cas trouver l'approbation de la Chambre d'Agriculture. En effet, la réussite d'un label dépend en grande partie du contrôle. Il n'est dès lors pas compréhensible, que les aides au contrôle soient dégressives jusqu'à disparaître après une période de cinq ans. Il n'est pas compréhensible non plus que cette dégressivité s'appliquerait à partir de la première année d'application de la loi; ainsi, une démarche de labellisation qui serait mise en place en 2003 par exemple

n'aurait droit qu'à un soutien partiel, et ceci seulement pour trois ans, en supposant que l'an 2000 soit considéré comme première année de l'application de la loi.

La Chambre d'Agriculture estime d'ailleurs que cette disposition contient une forme de discrimination des produits traditionnels par rapport aux produits biologiques, pour lesquels la dégressivité de l'aide ne s'appliquerait pas.

*Globalement, la Chambre d'Agriculture estime que ce régime d'aide à la commercialisation de produits agricoles de qualité est certes une initiative louable, mais beaucoup trop restreinte. Elle insiste de ce fait sur une amélioration substantielle de l'article 25 dans le sens du renforcement de ce régime.*

#### *Ad article 26*

L'article 26 a pour objet de créer un nouveau régime d'aides destiné aux groupements de producteurs. La Chambre d'Agriculture accueille favorablement l'initiative des auteurs du présent projet de loi d'aider les agriculteurs affiliés à un groupement de producteurs ayant pour but de concentrer l'offre et d'adapter la production aux besoins du marché.

Cependant, les modalités d'application qui seront fixées par règlement grand-ducal, mais dont certains critères sont déjà énumérés au commentaire des articles, ainsi que le fait qu'il ne s'agit que d'une aide au démarrage, sont si restrictives qu'il nous semble que la mise en oeuvre restera très limitée.

*Afin de procurer une réelle chance à la création de groupements de producteurs, la Chambre d'Agriculture propose que l'aide de démarrage soit fixée à 100% pour la première année de la constitution du groupement et qu'elle soit réduite seulement de 10% par an pour les cinq années subséquentes.*

#### *Ad articles 27 et 28*

Ces deux articles constituent la base légale pour les différents régimes de soutien à des pratiques en faveur de l'environnement et de la sauvegarde de la biodiversité. Les modalités d'application ainsi que le montant des aides feront l'objet d'un règlement grand-ducal. Notons que depuis plusieurs années, l'agriculture luxembourgeoise participe activement déjà aux différents programmes mis en oeuvre dans le cadre de la loi agraire précédente et des réglementations européennes. Ces éléments deviennent un pilier de plus en plus important de l'agriculture luxembourgeoise.

#### *Ad article 29*

L'article 29 prévoit un régime spécifique d'aides en faveur du remembrement de surfaces agricoles et viticoles particulièrement sensibles par rapport à la sauvegarde du paysage. Il vise plus particulièrement à maintenir l'exploitation des fonds de vallées dans l'Oesling et des vignobles en miniterrasses qui ont été délaissés en raison de leur faible rendement agricole et surtout de leur exploitation onéreuse en temps de travail.

Le but du législateur est de maintenir en culture ces terres, vu leur importance dans la constitution et dans l'embellissement du paysage culturel. C'est ainsi que le présent projet prévoit la mise en place d'un régime d'aides pour couvrir partiellement les frais occasionnés par la réalisation d'un remembrement de ces surfaces particulièrement sensibles du point de vue environnement.

*La Chambre d'Agriculture approuve ce régime, qui, il faut le préciser, ne s'appliquera qu'à un nombre très restreint de surfaces sensibles, et n'a aucunement l'envergure de remplacer le remembrement classique.*

#### *Ad articles 30 et 31*

L'article 30 a pour objet d'instituer un régime d'aides en faveur du développement et de l'amélioration des infrastructures comme l'aménagement de chemins ruraux. l'installation ou l'extension des conduites d'eau dans les parcs à bétail et la reconstitution du potentiel de production à la suite de travaux de remembrement.

Ce régime d'aides vise essentiellement les associations agricoles et syndicales, les communes et peut pour des cas particuliers à définir par règlement grand-ducal être au bénéfice d'exploitations individuelles en ce qui concerne l'installation de conduites d'eau.

L'article 31 a pour objet de faire bénéficier une association agricole, ou dans des cas exceptionnels une exploitation individuelle, d'une aide en capital lors de la réalisation d'un drainage ou de travaux de sous-solage.



Un régime semblable existe depuis toujours dans le cadre des travaux menés par l'Administration des Services Techniques de l'Agriculture et était jusqu'à présent financé sur base de crédits de la loi budgétaire ou bien en application de l'article 39 de l'ancienne loi agraire. Le règlement grand-ducal prévu à cet article permettra de formaliser ce régime.

#### *Ad article 32*

L'article 32 institue un régime d'aide en faveur de l'habitat rural. Un tel régime d'aides existe déjà depuis 1982 et a été adapté à plusieurs reprises. Il a pour objet de favoriser et de renforcer la structure familiale des exploitations agricoles en permettant à plusieurs générations de vivre harmonieusement dans le cadre des bâtiments d'une même exploitation par l'aménagement de logements distincts. Les conditions et modalités d'application feront l'objet d'un règlement grand-ducal à prendre.

Le projet de loi fixe le montant d'investissement maximal à prendre en considération à 50.000 euros par exploitation assorti d'un taux de subvention en capital de 50%. La législation antérieure prévoyait un taux de subvention allant jusqu'à 70% avec un montant global ne dépassant pas 500.000 Luf. Si le présent régime d'aide apporte ainsi une amélioration par rapport au régime précédent, il faut tout de même signaler que les coûts dans le domaine de la construction ont nettement augmenté depuis 1992, année où a eu lieu la dernière adaptation.

#### *Ad article 33*

L'article 33 institue un régime d'aides en faveur du boisement de terres agricoles au profit des exploitants agricoles, des propriétaires de fonds agricoles ainsi que des collectivités publiques autres que l'Etat.

La Chambre d'Agriculture rappelle que cette mesure a été introduite par la réglementation européenne avec un objectif de réduction de la production agricole. L'aspect environnemental n'était à l'époque que secondaire. Dans le cadre luxembourgeois, et en fonction des nouvelles orientations de la politique agricole commune, il faut considérer que le régime proposé a des finalités essentiellement environnementales qui devront se traduire par des critères précis dans le règlement grand-ducal à élaborer.

Globalement, la Chambre d'Agriculture voit dans cette mesure, notamment en ce qui concerne le champ des bénéficiaires, la possibilité d'effets négatifs sur l'agriculture en ce sens que ce régime pourrait soutirer aux exploitants actifs des terres indispensables à leur exploitation. En effet, l'orientation de la politique agricole tend vers une extensification générale de la production, qui ne peut être réalisée que si les exploitations disposent de surfaces importantes. Le fait que certains propriétaires retirent leurs terres au locataire-exploitant pour la boiser, peut mettre en péril par exemple la participation de cette exploitation aux programmes d'extensification.

L'agriculteur à titre principal aura recours à ce régime uniquement pour procéder au boisement de terres réellement marginales c.-à-d. inaptes à l'exploitation agricole. Tel n'est pas le cas pour les autres bénéficiaires du présent régime.

*C'est pour cette raison que la Chambre d'Agriculture insiste pour que le présent régime soit accessible exclusivement aux agriculteurs à titre principal surtout qu'il existe un autre régime d'aides en vue de garantir les ressources forestières et qui est régi par règlement grand-ducal du 10 octobre 1995. Elle s'oppose particulièrement au fait que des collectivités publiques puissent bénéficier de ces aides.*

#### *Ad article 34*

L'article 34 prévoit une aide de maximum 150 euros aux naisseurs de poulains de la race ardennaise du cheval de trait. Les conditions et modalités d'application ainsi que la définition des termes „naisseur“ et „poulain“ feront l'objet d'un règlement grand-ducal.

Cette race se trouve actuellement dans une situation très difficile. Le nombre de poulains enregistrés auprès du Studbook luxembourgeois du cheval de trait ardennais est passé de 79 unités en 1997 à seulement 42 unités en 2000. Une des raisons de cette diminution considérable est sans doute le coût élevé en relation avec la naissance des poulains et la disparition d'une aide qui jadis s'élevait à 5.000 F. Cette aide était octroyée pendant la période de 1991 à 1996.

Afin de relancer l'élevage des chevaux de la race ardennaise qui se trouve actuellement sur le seuil de disparaître dans notre pays, la Chambre d'Agriculture propose de fixer au niveau du projet de loi le seuil maximal de l'aide prévue à l'article 34 du présent projet à 300 euros. Ainsi, le règlement

*grand-ducal prévu par cet article aura la possibilité d'accorder une aide plus élevée à tout naisseur qu'il soit agriculteur à titre principal ou non.*

#### *Ad article 35*

L'article 35 s'inscrit dans la transposition en droit national d'une disposition prévue à l'article 14 paragraphe (4) du règlement (CE) No1493/99 qui autorise les Etats membres à utiliser des fonds nationaux pour compléter le montant réduit par ha en cas de reconversion et de restructuration du vignoble, lorsque le nombre d'hectares en question dépasse la limite prévue par le règlement européen précité. La Chambre d'Agriculture accueille favorablement le régime d'encouragement à la restructuration et à la reconversion du vignoble mosellan. En effet, au niveau de la reconversion qui consiste à remplacer des cépages de moindre qualité dont la demande sur le marché est en régression, par des cépages nobles plus appréciés par les consommateurs, le Luxembourg doit poursuivre la voie déjà entamée depuis une dizaine d'années. Cette aide est destinée à encourager les viticulteurs à arracher des vignes qui présentent encore une bonne productivité, ce qui entraîne des pertes substantielles. D'autre part, il ne faut pas oublier que dans le cas d'une replantation, le vignoble porte ses premiers fruits seulement après trois ans.

En ce qui concerne la restructuration, il s'agit d'adapter certaines parcelles en vue de pouvoir améliorer les techniques de culture des vignobles et plus particulièrement de mécaniser les travaux dans le but de réduire les coûts de production.

Ces deux mesures contribuent à l'amélioration de la compétitivité du vignoble de la Moselle luxembourgeoise. Un règlement grand-ducal définira les modalités d'application de ce régime.

#### *Ad articles 36 à 38*

Les articles 36 à 38 sont des dispositions de nature fiscale. Le projet de loi sous examen ne contient pas de nouvelles mesures fiscales en faveur du secteur agricole. Il reprend simplement 3 mesures qui faisaient déjà l'objet de l'ancienne législation avec cependant de légères modifications. D'une part, il y a augmentation de 25.000 à 35.000 LuF comme limite inférieure du prix d'acquisition d'un bien susceptible de bénéficier de l'amortissement spécial prévu à l'alinéa 1er de l'article 36.

Cette valeur a été fixée à 35.000 LuF pour concorder avec l'article 34 de la LIR qui précise qu'un bien amortissable, dont la durée usuelle d'utilisation ne dépasse pas une année, ou dont le prix d'acquisition ou de revient ne dépasse pas 35.000 francs par bien, peut être „amorti intégralement à charge de l'exercice d'acquisition“.

En ce qui concerne les autres dispositions des articles 37 et 38, elles reprennent des mesures déjà existantes. Par contre, en ce qui concerne l'article 38, celui-ci reprend textuellement l'article 18bis de l'ancienne loi agraire. L'article 18bis de même que tous les autres articles à spécificité fiscale de l'ancienne loi agraire ont été prorogés par la loi budgétaire 2000. Il s'agit des articles 18, 44 et 44bis. Ces deux derniers ont trait aux sociétés coopératives. L'article 17 de l'ancienne loi agraire est repris textuellement à l'article 11 paragraphe (2) sous d).

#### *Ad article 39*

L'article 39 a trait à la participation de l'Etat aux cotisations d'assurance maladie. Cette disposition formalise l'intervention de l'Etat dans le paiement des cotisations d'assurance maladie pour les assurés du secteur agricole par l'intermédiaire du Fonds d'Orientation Agricole.

#### *Ad article 40*

Cet article concerne la participation de l'Etat par le Fonds d'Orientation Agricole aux cotisations d'assurance pension conformément aux dispositions ayant fait l'objet des différentes modifications en la matière depuis l'entrée en vigueur de la dernière loi agraire.

L'intervention du Fonds agraire qui fait l'objet de l'article 40 du présent projet consiste premièrement en la prise en charge par ledit fonds d'un montant de base équivalent à un quart de la cotisation due sur le salaire social minimum pour l'ensemble des assurés, ainsi que, deuxièmement, dans le cas des assurés dont le revenu est inférieur au salaire social minimum, en la prise en charge de la cotisation sur la différence entre le salaire social minimum et le revenu de l'assuré, sans que cette deuxième prise en charge ne puisse dépasser la moitié de la cotisation due sur ce salaire social minimum.

A l'heure actuelle, le Gouvernement, en collaboration avec certaines forces vives de la nation procède à une révision du régime des pensions dans le secteur privé. Si le secteur agricole était invité à



participer au groupe de suivi d'une étude réalisée par le Bureau International du Travail au sujet de la situation et des perspectives du régime actuel régissant les pensions du secteur privé, il n'en est pas de même en ce qui concerne les discussions qui sont actuellement en cours, auxquelles le secteur agricole n'a pas été invité. Pourtant la situation en matière d'assurance pension est loin de donner satisfaction au secteur agricole.

D'une part la plus grande majorité des pensions (98,6%) dont bénéficient les personnes du secteur agricole ne dépassent pas le montant minimum garanti par l'Etat. C'est la conséquence des systèmes de calcul des cotisations jadis en vigueur.

Afin de faire bénéficier les retraités du secteur agricole d'une pension adéquate, la Chambre d'Agriculture plaide en premier lieu et sans avoir connaissance des discussions en cours, pour une augmentation substantielle du montant de la pension minimum pour garantir aux rentiers un niveau de vie décent.

En ce qui concerne les agriculteurs actifs, un grand nombre parmi eux payent des cotisations sur un revenu supérieur au minimum cotisable pendant des périodes plus ou moins longues de leur carrière active, sans pour autant bénéficier ultérieurement d'une pension qui dépasse le minimum garanti par l'Etat. Ceci constitue une grande injustice dans le cadre du système de cotisation actuel, dans le sens où l'assuré cotisant ne peut pas s'attendre à une rétribution en rapport avec le niveau de ses cotisations.

#### *Ad article 41*

L'article 41 a trait à l'assurance contre les accidents, section agricole.

Depuis des années, les rentes accidents pour les assurés du régime agricole sont d'un niveau absolument insatisfaisant (moins de la moitié du salaire social minimum). Pour combler partiellement ce déficit, la loi agraire prévoyait une majoration pour les rentes accidents dépassant certains seuils d'incapacité de travail.

Le présent projet confirme ces majorations et prévoit à partir du 1er janvier 2002 une amélioration sensible de ces majorations en ce sens que toute rente accident de plus de 20% sera doublée à partir de cette date.

La Chambre d'Agriculture accueille favorablement ces mesures qui contribuent à une meilleure justice sociale dans le domaine du régime d'assurance accident, secteur agricole. Malgré ces améliorations du niveau des rentes, l'assurance accident constitue toujours un régime dont le niveau de prestations reste insuffisant par rapport aux cotisations.

La Chambre d'Agriculture reviendra à ce sujet au moment de l'analyse d'une modification en profondeur de la base cotisable d'assurance accident, section agricole qui fait l'objet actuellement d'un amendement gouvernemental au présent projet de loi.

#### *Ad articles 42 à 57 Développement rural*

Comme la politique du monde rural est devenue une des composantes essentielles de la politique agricole commune, le présent projet prévoit un chapitre consacré uniquement à ces mesures.

Il convient de rappeler que le gouvernement mène depuis un certain nombre d'années une politique active du développement rural, qui jusqu'ici a toujours été basée sur des programmes communautaires de développement tels que le programme de développement rural (PDZR) des zones 5B et le programme LEADER, qui se concentraient sur les régions d'objectif 5B, c.-à-d. grosso modo les 5 cantons du nord du pays. D'autres actions étaient menées sur base d'articles budgétaires dans le cadre du service du développement rural, et notamment l'établissement de plans de développement communaux. Un projet de loi, qui avait été en discussion il y a quelques années ayant pour objectif de définir, d'une part les objectifs, et d'autre part les moyens à mettre en oeuvre pour une politique de développement rural, n'a pas été poursuivi.

La difficulté et en même temps l'avantage d'une politique de développement rural, est le caractère intégré d'une telle politique. Elle dépasse forcément les limites sectorielles d'un seul département ministériel et elle ne connaît de succès que si ses contenus et son application sont définis en partenariat. Ce sont ces deux éléments qui ont fait le succès des programmes européens tels que LEADER.

Le présent projet définit à son article 42 aussi bien les objectifs que les domaines d'action du développement rural. Il définit également la zone d'application qui est plus large que celle des programmes européens exécutés dans le passé et qui couvre l'ensemble du territoire rural, à l'exclusion de 6 com-

munes urbaines. Il est à noter que parallèlement aux mesures prévues dans le présent projet de loi, de nouveaux programmes européens sont en préparation qui devront, selon les directives européennes, avoir un caractère complémentaire par rapport au présent projet.

Comme il s'agit pour la plupart de mesures qui n'étaient pas encore appliquées dans les lois agraires précédentes, beaucoup dépendra de leur mise en oeuvre par le ou les règlements grand-ducaux à concevoir, si bien que le présent avis ne peut s'en tenir qu'aux principes de base évoqués dans ces quelques articles et très peu expliqués à l'exposé des motifs.

#### *Ad articles 45 à 47*

Les articles 45 à 47 concernent l'aide à la commercialisation de produits régionaux. En fait, il s'agit de microproductions, c.-à-d. des productions très spécifiques à petits volumes et commercialisées dans le cadre de parcs naturels ou d'autres zones rurales typiques. La Chambre d'Agriculture constate qu'il y a actuellement une certaine demande pour ce type de productions (type Téi vum Séi ou huile de chanvre) qu'il convient de soutenir de façon adéquate. En effet, ces produits peuvent être une source de revenu pour un nombre limité de producteurs, qui, sans un soutien adéquat ne pourraient pas effectuer cette production de façon rentable. Il convient cependant d'attirer l'attention sur le fait que ce genre de produit de niche ne peut développer des envergures trop importantes, sans quoi l'attrait pour ces produits de la part du consommateur se perd.

Par contre, la Chambre d'Agriculture se pose la question, s'il est opportun de préciser au niveau du projet de loi à l'article 45, 1er alinéa, que la commercialisation doit se faire „dans le cadre de parcs naturels ou d'autres zones rurales typiques“. Ne serait-il pas possible que des initiatives se fassent en dehors de Parcs Naturels existants, respectivement que la commercialisation se fasse en dehors de tels parcs?

Par ailleurs, *la Chambre d'Agriculture est d'avis qu'il faut prévoir parmi les objets pour lesquels des aides peuvent être accordées, également les structures de transformation*. En effet, ces productions demandent parfois des équipements de transformation spécifiques qui ne sont pas prévus pour être subventionnés dans le cadre des investissements individuels d'une exploitation, ni dans le cadre des investissements à la transformation, ou bien qui tomberaient en dessous de la limite inférieure pour être éligible à l'article 22.

#### *Ad articles 48 à 50*

Les articles 48 à 50 prévoient des aides notamment en faveur de petites infrastructures villageoises en relation avec l'approvisionnement et la qualité de vie des habitants. Comme les définitions données dans le texte du projet de loi permettent une interprétation très large et que d'autre part, le cercle des bénéficiaires est ouvert aux autorités publiques, il conviendra de définir avec plus de précision dans le règlement grand-ducal quels types d'activités sont visés.

#### *Ad articles 51 à 57*

La même remarque s'impose au sujet de ces articles, qui semblent s'adresser presque exclusivement à des personnes morales publiques ou des associations, le dont l'objet peut s'éloigner relativement loin des activités agricoles traditionnelles.

La Chambre d'Agriculture estime que l'ensemble de ces mesures doivent être mises en oeuvre dans le plus grand respect des activités agricoles qui doivent pouvoir s'exercer en toute sérénité dans le monde rural.

#### *Ad articles 58 à 69*

Ces articles concernent le troisième volet de la loi agraire à savoir les dispositions générales concernant l'exécution de la loi.

L'article 58 a pour objet de préciser que le règlement grand-ducal à prendre en exécution des titres I et II du présent projet de loi peut subordonner l'allocation des aides à des montants, investissements ou dépenses minima. Aussi habilite-t-il le Gouvernement à fixer des critères quant aux investissements dont est question dans le présent projet de loi.

L'article 59 prévoit l'instauration de plusieurs commissions pour examiner les demandes d'aides prévues par le présent projet.

L'article 60 prévoit que les aides prévues par le présent projet de loi sont imputables au fonds d'orientation économique et sociale pour l'agriculture. Ce fonds étant maintenu en vertu de l'article 68 du présent projet.

*La Chambre d'Agriculture remarque l'absence d'une disposition qui naguère était prévue à l'article 59 de l'ancienne loi agraire, et qui prévoyait l'interdiction aux acheteurs de lait d'appliquer un système de rémunération conduisant à privilégier de manière directe ou indirecte les producteurs livrant les plus grandes quantités de lait. La Chambre d'Agriculture insiste pour que cette disposition fasse de nouveau partie de la législation proposée par le présent projet aussi longtemps que le secteur laitier est soumis au régime de prélèvement supplémentaire sur le lait.*

\*

#### 4. PROPOSITION COMPLEMENTAIRE

Comme nous l'avons exposé à l'analyse des articles 6, 11 et 12, un problème majeur se pose quant à la notion d'exploitation agricole, telle qu'elle est conçue traditionnellement dans notre pays.

Depuis toujours, l'exploitation agricole familiale était considérée comme coïncidant avec le volume de travail presté par une famille agricole. Devant la nécessité d'agrandir ces structures, le législateur a favorisé à partir d'un certain moment des associations d'exploitants en acceptant les exploitations dites fusionnées, mais en fait, la fusion comportait une simple addition, dans certaines limites, des droits et devoirs des exploitations qui étaient à l'origine de cette fusion.

Actuellement, avec l'agrandissement général de la taille des exploitations, et avec les changements opérés au niveau des modes de vie, nous observons la présence d'un nombre d'exploitations qui ont des tailles équivalentes à des fusions, dans lesquelles travaillent un nombre équivalent de personnes, mais qui n'ont pas les mêmes droits que les fusions, ni en matière de plafonds aux investissements, ni en matière de nombre de primes à l'installation, ni en matière d'accès aux droits à la production ou aux aides au revenu.

La Chambre d'Agriculture invite le Gouvernement à réfléchir à cette situation afin de créer une forme d'exploitation qui pourrait traiter de façon adéquate également des exploitations qui, par leur taille, ou par le nombre de personnes qui y travaillent, ne correspondent plus au moule traditionnel de l'exploitation familiale. Elle estime que la majeure partie des problèmes soulevés à l'analyse des articles 6, 11 et 12 pourraient trouver une solution par la création, par ceux qui le désirent, d'un nouveau type d'exploitation, qu'on pourrait appeler „exploitation en société civile“.

Seraient à considérer comme associés potentiels, toutes les personnes travaillant au sein de l'exploitation, pour autant que chacune répondrait à l'ensemble des critères, notamment de formation, décrits à l'article 2 paragraphe (2) du projet de loi pour être agriculteur à titre principal. Le nombre minimum d'associés d'une telle „exploitation en société civile“ serait de deux, tandis que le nombre maximal des associés serait fonction de la taille de l'exploitation, la taille minimale pour constituer une „exploitation agricole en société civile“ étant de 28.800 euros de marge brute standard, ce montant étant défini comme seuil minimum de viabilité d'une exploitation.

Dans le cas où l'exploitation disposerait d'une marge brute standard inférieure à 60.000 euros, la possibilité de constitution d'une „exploitation en société civile“ serait à limiter à l'association du chef d'exploitation et de son successeur (association père/fils, par exemple) et éventuellement à des conjoints.

S'il y a plus de deux associés, l'exploitation doit être assez grande pour permettre théoriquement à chacun des associés dépassant le nombre de deux de détenir une part correspondant à une marge brute d'au moins 30.000 euros.

Le capital social de la société devrait comprendre au minimum le cheptel mort et vif ainsi que la mise à disposition par bail des terres agricoles et des bâtiments d'exploitation.

Chacun des associés doit exercer l'activité agricole à titre principal, participer effectivement à la gestion de l'exploitation et au résultat de celle-ci. L'exploitation en société civile devra tenir une comptabilité conforme aux prescriptions réglementaires.

Pour avoir la faculté de se constituer en „exploitation en société civile“, le jeune devrait, outre les conditions de qualification professionnelle, détenir au moins des parts correspondant à 20% de la marge brute minimale nécessaire à la constitution de l'exploitation agricole en société civile.

L'installation de plus d'un jeune serait possible dans la mesure où la taille de l'exploitation en société civile permet, au moment de l'installation, d'attribuer à chacun des jeunes qui s'installe, une part théorique correspondant à une marge brute de 30.000 euros.

Les jeunes agriculteurs ainsi associés dans une exploitation en société civile pourraient bénéficier individuellement des aides à l'installation et notamment de la prime de première installation.

Deux conjoints devraient également pouvoir constituer „une exploitation en société civile“ respectivement s'installer sur „une exploitation en société civile“ sous la condition que chacun des conjoints détient des parts dans la société civile, a la qualification professionnelle requise et participe effectivement et régulièrement aux travaux et à la gestion de l'exploitation. La marge brute de l'exploitation devrait de façon générale correspondre au moins à 2 fois le minimum nécessaire à la constitution de „l'exploitation en société civile“. Toutes autres conditions étant par ailleurs remplies, chacun des conjoints aurait droit individuellement aux aides à l'installation.

Toutefois, des conjoints dont l'exploitation a une marge brute standard inférieur à 60.000 euros pourront constituer une „exploitation en société civile“. Dans ce cas, les conjoints bénéficieront d'une prime de première installation majorée.

L'instauration d'une exploitation en société civile devrait s'accompagner d'un certain nombre d'autres aménagements dans les dispositions légales et réglementaires, le but étant de faire accéder les exploitations à de réels avantages, soit en leur permettant de pouvoir bénéficier d'un soutien accru lors d'investissements à réaliser, soit de paiements compensatoires supplémentaires.

*Ces propositions ne constituent qu'une première ébauche afin d'illustrer dans quel sens une telle forme de société pourrait évoluer. Au point de vue procédural, il serait important, en vue de pouvoir mettre en oeuvre rapidement le projet de loi agricole, d'introduire une disposition dans le texte du projet de loi permettant, après élaboration de toutes les conditions, d'introduire cette forme de société par règlement grand-ducal. La Chambre d'Agriculture offre dès à présent sa collaboration active à l'élaboration d'un tel projet de règlement.*

\*

## 5. CONCLUSION

La Chambre d'Agriculture accueille favorablement le projet de loi sous rubrique sous condition de tenir compte des améliorations que nous venons d'exposer.

La Chambre d'Agriculture considère qu'un certain nombre de dispositions devraient connaître des améliorations substantielles pour satisfaire aux objectifs ambitieux de cette loi. Elle a formulé dans le présent avis des propositions d'amélioration et se tient volontiers à disposition du législateur pour les intégrer dans le présent projet.

Les défis que rencontrera notre agriculture au cours des années à venir, et qui se trouvent exposés à la première partie de cet avis, ne pourront être relevés que moyennant un soutien substantiel de l'ensemble de la société envers l'agriculture. Ce soutien se traduit par le présent projet de loi et profitera au secteur lui-même, mais également à toute notre société.

Robert LEY  
*Secrétaire général*

Marco GAASCH  
*Président*

